



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Économie et vie des entreprises

- En Normandie, l'emploi des cadres recule encore (mais il y a des raisons d'espérer) (Paris Normandie)
- Liquidation de Ziegler France. Au Havre, « nous étions pourtant une agence rentable » (Paris Normandie)
- En 2025, la Normandie a perdu 4 500 emplois, seule la Manche reste dans le positif (Ouest France)
- Notre-Dame-de-Gravenchon. Face à la disparition de deux clients historiques, cette PME se transforme pour conquérir de nouveaux marchés (Le Courrier Cauchois)
- Emploi. Enedis recrute en Normandie : près de 100 postes à pourvoir, dont 51 CDI (Le Courrier Cauchois)
- TOWT, la compagnie maritime de transport de marchandises à la voile du Havre, dépose le bilan (ICI Normandie)
- Gasoil trop cher : à Dieppe, des bateaux de pêche immobilisés au port (76actu)

Environnement

- Seine-Maritime. Chasse : "Le retour du cerf en forêt de Brotonne, on va y arriver" (Le Courrier Cauchois)

Sécurité

- Retour du loup en Normandie : deux prédatons constatées dans des troupeaux de brebis (Ouest France)
- Pavilly. Quatre individus jugés pour association de malfaiteurs et vols dans des abris de jardin (Le Courrier Cauchois)
- Doudeville. La lutte contre la délinquance routière : l'une des priorités (Le Courrier Cauchois)

Collectivités locales et équipements publics

- Élu sous Pompidou, ce maire depuis 55 ans rempile pour un neuvième mandat : « Je suis reparti à fond » (Paris Normandie)
- Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ? (Paris Normandie)
- La gestion des transports normands en car devrait passer au privé (Ouest France)

- "Les travaux ont pris du retard" : à Cléon, la patinoire va encore rester fermée pour une longue durée (76actu)
- Nouveau maire de Seine-Maritime, Mickaël Lecavelier veut « associer les habitants à certaines décisions » (76actu)

Social et société

- À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries (Paris Normandie)
- Carburant. À Dieppe et dans sa région, les stations Total plébiscitées par les automobilistes (Paris Normandie)
- Violences dans le foot : "On a oublié les valeurs de notre sport", selon le président de la Ligue de Normandie (ICI Normandie)
- "On a quand même un peu de résignation" : les présidents de club football en Normandie face aux incivilités (ICI Normandie)
- Fondée à Rouen, cette marque de mobilier urbain en bois français s'ouvre aux particuliers et professionnels (76actu)

Justice

- Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées (Paris Normandie)
- Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures (Paris Normandie)
- Cassandra, prostituée étranglée et brûlée près de Rouen : un suspect mis en examen quatorze ans après (Paris Normandie)
- À Torcy-le-Grand, deux voix d'écart et un recours : l'élection municipale qui divise le village (Paris Normandie)
- Affaire des prothèses mammaires : le CHU de Rouen condamné pour manque d'informations (Paris Normandie)
- À Rouen, audience très "politique" à propos d'une première relaxe de militants environnementaux hostiles au terminal méthanier du Havre (Le Poulpe)
- 14 ans après le meurtre de Cassandra, prostituée transgenre retrouvée étranglée et brûlée près de Rouen, la justice tient un suspect (France 3 Normandie)
- Une prostituée transgenre tuée et brûlée près de Rouen : 14 ans après les faits, un homme est mis en examen (76actu)

Politique

- Interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans : les parlementaires mettent la loi en péril (Paris Normandie)
- Des comptes administratifs sur fond de tensions politiques à Eu (76actu)

Santé

- "On veut répondre à une demande d'offre de soins": un nouveau pôle de santé dans le quartier Luciline à Rouen (ICI Normandie)
- La cheffe du service cardiologie du CHU de Rouen Hélène Eltchaninoff distinguée par un prestigieux prix (76actu)

Éducation

- Qui veut inscrire son enfant dans cette école de Seine-Maritime pour éviter une fermeture de classe ? (Paris Normandie)
- Pays de Caux : parents, élèves et profs se mobilisent contre la fermeture d'une classe à la rentrée (Paris Normandie)
- A Fécamp, une tradition de femmes de marins revisitée par des élèves du lycée maritime (ICI Normandie)
- Dans ce lycée de Dieppe, les élèves s'emparent des ondes (76actu)
- "Permettre à des familles défavorisées de vivre ça" : des collégiens d'Elbeuf ont voyagé en Italie (76actu)
- « Apprendre aux côtés de grands noms », un objectif de la soirée des chefs dans cet institut de Seine-Maritime (76actu)
- Nouvelle coupe budgétaire à l'Université de Rouen : une structure vieille de 50 ans va disparaître (76actu)
- À Dieppe, la mobilisation se poursuit contre la fermeture d'une classe à l'école Richard-Simon (76actu)
- Classement des meilleurs lycées 2026 : les meilleurs établissements de Seine-Maritime sont... (Le Parisien)

Culture

- Seine-Maritime. Des grands noms annoncés pour le festival Terres de Paroles (Le Courrier Cauchois)

Insolite

- Le phoque du port, devenu mascotte du Havre, a enfin un nom et il va vous faire sourire (Paris Normandie)

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

En Normandie, l'emploi des cadres recule encore (mais il y a des raisons d'espérer)

Anthony QUINDROIT

4-5 minutes

Le recrutement des cadres recule à nouveau en Normandie, plus fortement qu'au national. Une baisse observée de près dans l'étude annuelle de l'Apec qui mise sur un rebond prochain en raison des spécificités du territoire.



Par [Anthony QUINDROIT](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 20h36 Temps de lecture: 1 min

Deux années de recul de suite, ça n'est jamais un très bon indicateur. En 2025, le marché de l'emploi des cadres en Normandie s'est à nouveau contracté. Sept points de moins par rapport à 2024, rapporte l'Apec (Association pour l'emploi des cadres) en région : « *Les entreprises régionales ont recruté 6070 cadres en 2025, confirme Marc Lesueur, le délégué régional de la structure qui publie chaque année les données. C'est un recul plus marqué qu'au niveau national où les embauches cadres reculent de 3 %.* »

Le recrutement de cadres a ainsi reculé de presque 20 % depuis 2023, année record avec 7580 [embauches](#) dans la région sur ces

postes.

Corrélation aux crises

Pour l'expert, il suffit de regarder dans le rétroviseur pour comprendre les soubresauts du marché : « *Le recrutement des cadres en France est sujet aux variations en fonction des crises. On l'a vu au début des années 2000 avec la crise de la bulle internet, en 2008-2009 avec celle des subprimes, en 2012-2013, avec la crise de la dette, puis entre 2019 et 2021, avec la crise sanitaire, rembobine Marc Lesueur, depuis le siège [rouennais](#) de l'Apec. L'instabilité politique et les incertitudes budgétaires de ces deux dernières années peuvent expliquer ce décrochage.* »

L'étude ne se contente pas de se pencher sur le passé. Elle sonde aussi les recruteurs potentiels pour dessiner les contours de l'année à venir. Et le tableau originel est moins sombre puisque, selon l'enquête, « *la tendance devrait s'inverser avec un léger regain attendu, une hausse de 1 % du volume de recrutement des cadres, soit 3510 postes.* »

Là où le bât blesse, c'est que l'échantillon a été interrogé entre le 12 novembre 2025 et le 30 janvier 2026. Entre-temps, le conflit au Moyen Orient a rebattu les cartes.

« Un terreau qui peut entraîner la dynamique »

De là à craindre un nouveau décrochage, Marc Lesueur ne s'avance pas : « *Je n'ai pas de boule de cristal. Mais, ma certitude, c'est que pour l'avenir, la Normandie a de nombreux atouts qui peuvent faire la différence au regard de la situation internationale.* »

Lesquels ? « *Sur les enjeux de sécurité et de défense, l'écosystème présent peut être un élément de force ; on le sent via les sollicitations, analyse-t-il. Sur les questions des énergies et de la souveraineté*

énergétique, que ce soit avec l'EPR2 [à Penly](#), le développement des énergies renouvelables ou encore de l'hydrogène, il y a des opportunités. Idem avec la réindustrialisation : en Normandie, on a le savoir-faire, le foncier, les capacités logistiques... Un terreau qui peut entraîner la dynamique. »

À voir tout de même en fonction [des aléas](#) qui peuvent plomber la croissance économique et, avec elle, les perspectives d'embauche. « Il y a des difficultés, on marque le coup. Mais on a des raisons d'être optimistes à moyen terme », défend Marc Lesueur.

Lire aussi



[Liquidation de Ziegler France. Au Havre, « nous étions pourtant une agence rentable »](#)





[En Normandie, des centaines d'emplois dans le nucléaire grâce à un projet d'usine de réacteurs](#)



[« On est écoeurés » : le groupe Ziegler liquidé, 200 emplois supprimés dans l'agglomération de Rouen](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Normandie](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#) [Rouen](#) ([Seine-Maritime](#))

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Liquidation de Ziegler France. Au Havre, « nous étions pourtant une agence rentable »

Romain Huynh

7-9 minutes

Après la liquidation judiciaire de la branche française du transporteur belge Ziegler, les salariés havrais du groupe s'apprêtent à recevoir leur lettre de licenciement, courant avril 2026. Entre colère, résignation et volonté d'avancer, deux d'entre eux témoignent pour Le Havre Paris Normandie.



Après plusieurs dizaines d'années de présence au Havre, Ziegler ferme ses portes après la liquidation judiciaire de la branche française du groupe. - Romain Huynh/Paris Normandie





Par [Romain Huynh](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 18h24 Temps de lecture: 2 min

Dans la voix d'Olivier Bigot, directeur de l'agence Ziegler du [Havre](#), on entend bien plus que de l'amertume. Contacté par Le Havre Paris Normandie, le cadre s'apprête à fermer définitivement les portes de son agence, qui employait jusqu'alors vingt salariés.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Certains ont 13, 20, 36 ans d'ancienneté... on a traversé toutes les crises, les blocages du port, les difficultés dans le canal de Suez, avec des équipes extraordinaires. On n'a jamais laissé tomber. Pour les salariés, l'incertitude et le sentiment de gâchis, c'est très compliqué à vivre. » Après l'annonce de la [liquidation judiciaire de Ziegler France](#), la branche française du transporteur belge, qui laisse 1 370 salariés sur le carreau en France et plus de 200 en Normandie, c'est la consternation dans les locaux havrais de l'entreprise.

« La vérité, c'est qu'il n'y a eu aucune restructuration. »

Olivier Bigot, Directeur de l'agence, licencié économique

La spécificité de l'agence havraise par rapport aux autres antennes normandes du groupe : son cœur de métier n'était pas le transport routier ni l'entreposage, mais le transit maritime. *« Nous étions une agence rentable, profitable, martèle Olivier Bigot. On couvrait sans problème nos charges et on dépassait même nos objectifs. »*

Au-delà de l'incompréhension, il y a de la colère chez le directeur d'agence. *« On a été carrément abandonnés, souffle-t-il. Le directeur général France est parti en retraite fin janvier. On sait maintenant que dès la fin 2024, il y avait des incidents de paiement, on aurait dû tirer la sonnette d'alarme. Je lis dans la presse que les restructurations n'ont pas suffi à améliorer la situation. La vérité, c'est qu'il n'y a eu aucune*

restructuration. »

Dès janvier 2026, on arrête de prospecter

Pour le cadre, la direction de Ziegler France en a fait trop peu, et surtout trop tard. « *Avant Noël 2025, on nous a laissés croire qu'il y aurait un éventuel repreneur, et que la trésorerie nous permettrait de continuer. On y a cru. Et puis, fin janvier 2026, quand les fournisseurs ont commencé à nous lâcher, on a compris. Le [redressement judiciaire](#) a été mis en place début mars 2026, c'était trop tard. Les décisions auraient dû être prises bien avant.* »

Une conviction partagée par Marylène Goupil. Commerciale dans l'agence havraise depuis un an et demi, elle se souvient du jour où elle a compris la gravité de la situation. « *C'était le 19 décembre 2025, raconte-t-elle. J'ai appris qu'il allait y avoir un CSE extraordinaire. J'étais déjà passée par là dans d'autres entreprises... Je ne me suis pas dit que toute l'entreprise Ziegler France allait fermer, mais qu'il allait y avoir des licenciements. Et comme j'étais arrivée récemment...* »

« Tout le travail que j'ai fait s'est trouvé complètement détruit. »

En janvier 2026, on lui demande d'arrêter de prospecter. Ce qui est, en tant que commerciale, le cœur de son métier. Marylène en est très affectée, sa santé se dégrade. « *J'ai fait des chutes de tension, j'arrivais au bureau en étant très mal. Tout le travail que j'ai fait s'est trouvé complètement détruit. Avant ça, j'étais à 300 % dans mon travail* », souffle-t-elle. Pourtant, malgré le placement en redressement judiciaire le 3 mars 2026, la commerciale continue de se rendre au bureau, aussi longtemps que possible. « *J'avais besoin de garder cette routine. La vie, ce n'est pas de rester chez soi en cherchant à s'occuper.* »

L'action, pour avancer malgré tout

Ce n'est que dans les derniers jours de mars que Marylène a cessé, comme ses collègues, de se rendre dans les locaux de l'agence. Tous ont jusqu'au vendredi 3 avril 2026 pour récupérer leurs effets personnels. À bientôt 50 ans, la commerciale a un parcours professionnel bien rempli. Pour autant, elle a déjà fait face à plusieurs licenciements économiques et sait les conséquences que cela peut avoir sur les salariés. « *On peut descendre très vite, les connexions sociales se font rares. Le risque, c'est la fatigue, et la procrastination.* »

Alors elle reste dans l'action, enchaîne les rendez-vous, les petits-déjeuners entre commerciaux, les afterworks professionnels, un salon de la logistique. « *C'est ce qui me permet d'avancer, assure-t-elle. On va bénéficier d'un contrat de sécurisation professionnelle, garder notre salaire pendant un an. Mais un an, ça passe très vite. Et plus le temps passe, plus il devient difficile d'entrer en relation avec des dirigeants d'entreprise. C'est la double peine.* »

« Une ambiance extraordinaire »

Bien qu'arrivée récemment dans l'entreprise, Marylène témoigne d'une « *ambiance extraordinaire* » dans l'agence Ziegler du Havre. « *Des gens très professionnels, qui m'ont accompagnée dès le départ dans ma mission.* » Son souhait le plus cher, aujourd'hui : « *J'aimerais que tout le monde puisse retrouver un job assez rapidement. On le mérite tous.* »

Lire aussi

[Liquidation de Ziegler France au Havre, journée de l'autisme... le point actu à 20 h](#)

[Dans la fureur des vagues havraises](#)

[Festival de l'image 2026 au Havre : nos cinq coups de cœur pour bien](#)

[profiter des Révélations](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Video

[Le phoque du port, devenu mascotte du Havre, a enfin un nom et il va vous faire sourire](#)





Video

[« Ils se retrouvent à uriner avec une sonde » : un neurologue du Havre met en garde contre le gaz hilarant](#)



[Liquidation de Ziegler France au Havre, journée de l'autisme... le point actu à 20 h](#)



[Liquidation de Ziegler France. Au Havre, « nous étions pourtant une agence rentable »](#)



[Dans la fureur des vagues havraises](#)



[Festival de l'image 2026 au Havre : nos cinq coups de cœur pour bien profiter des Révélations](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

En 2025, la Normandie a perdu 4 500 emplois, seule la Manche reste dans le positif

Marc BRAUN

8–10 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Avec une baisse de 0,5 % de ses effectifs, la Normandie marque le pas en 2025. Selon les statistiques que l'Urssaf vient de dévoiler, la région a perdu 4 500 emplois durant cette année. Tous les départements perdent des emplois, sauf la Manche, qui en a créé 230.



La Manche est le seul département normand à avoir gagné des emplois en 2025 selon les chiffres de l'Urssaf. | MATHIS HARPHAM / OUEST-FRANCE

Publié le 02/04/2026 à 15h23

Pas de tendance, pas de prospective, seulement des chiffres bruts. Grâce à ses données collectées, l'Urssaf vient de rendre public les chiffres [de l'emploi en Normandie](#) pour 2025. Et la situation est plutôt négative.

La situation

« Sur un an, [l'emploi en Normandie a régressé de 0,5 %](#), rythme supérieur à celui de la France qui a connu une baisse de 0,3 %, rapporte Karine Espinasse, responsable du service Aide au pilotage et performance de l'Urssaf. **À la fin 2025, la Normandie compte 883 700 emplois. La masse salariale régionale soumise à cotisations progresse de 1,3 %, tout comme le salaire moyen par tête, qui est en hausse de 1,8 % et atteint 2 715 € bruts par mois (pour 3 065 € en moyenne nationale). La baisse des effectifs concerne l'ensemble des types de contrat, les salariés âgés d'au moins de 55 ans sont les seuls à progresser (+ 2 %).** »

L'évolution de 2024 à 2025 de l'emploi salarié par département en Normandie, selon les chiffres de l'Urssaf. | URSSAF

Quel secteur est en souffrance ?

L'hébergement-restauration tire son épingle du jeu, le seul secteur d'activité à afficher des créations d'emploi avec une progression de 0,1 % de ses effectifs. Le secteur le plus en retrait est l'industrie (-1,1 %), qui concentre 83 % des emplois en Normandie.

En cause, une baisse des commandes et des problèmes d'acheminement de matériaux liés au contexte géopolitique mondial. En revanche, le secteur de la pharmacie, très présent dans l'Eure, affiche une belle stabilité.

Le détail par département

À l'échelle des départements, **« c'est la Manche qui s'illustre avec 260 emplois créés en un an lorsque la Seine-Maritime en perd plus de 2 600, précise Karine Espinasse. Elle bénéficie de la bonne orientation du secteur de l'hébergement-restauration (+ 108 emplois), mais aussi de la bonne tenue des autres secteurs comme l'industrie ou l'intérim. La zone d'emploi la plus dynamique est celle de Cherbourg-en-Cotentin avec une croissance de + 0,8 % de ses effectifs. Le naval et le nucléaire portent la région. »**

Dans le détail, la Manche est donc le seul département normand en vert, avec + 260 emplois. Les quatre autres en ont perdu. La Seine-Maritime affiche une perte 2 610 postes sur l'année, l'Orne de 1 340, le Calvados de 540 et l'Eure de 260.

L'Urssaf à la demande

L'Urssaf rappelle que, outre la collecte et la redistribution des cotisations nécessaires au financement du modèle social français, il vient aussi en appui aux entreprises en difficulté.

Au programme : délais de paiement, action sociale pour les indépendants, etc. Il vient par ailleurs de mettre en place le portail d'information « [Open.urssaf.fr](https://open.urssaf.fr) », rendant accessible, d'un simple clic, de nombreuses données économiques et sociales de l'économie du territoire normand, et national.

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Notre-Dame-de-Gravenchon. Face à la disparition de deux clients historiques, cette PME se transforme pour conquérir de nouveaux marchés

Cédric Thomire

3-4 minutes

La fin de l'activité chimie d'ExxonMobil sur la zone industrielle de Port-Jérôme, conjuguée à la fermeture programmée d'Arlanxeo à Lillebonne, fragilise l'ensemble du tissu industriel local. Au-delà des 608 suppressions de postes chez ExxonMobil, les entreprises sous-traitantes qui doivent désormais s'adapter à la disparition de ces deux principaux donneurs d'ordre.

A Notre-Dame-de-Gravenchon, IES fait partie de celles qui ont engagé une transformation. *"Ce qui vient de se passer chez deux clients historiques nous amène forcément à nous poser des questions, à nous réinventer"*, explique son directeur général, Pierre Fraquet. Fondée en 1999, cette entreprise familiale, installée sur le parc d'activités Grande Campagne Nord et également présente à Rouen, a choisi d'élargir son positionnement. *"L'évolution des marchés nous porte vers la décarbonation, les énergies nouvelles et la transformation des infrastructures"*, indique le dirigeant. Jusqu'ici centrée sur son activité de bureau d'études, IES propose désormais des offres clés en main pour accompagner ses clients dès la conception des projets jusqu'au suivi de leur réalisation, grâce à des

partenaires.

La conquête des marchés publics

Pour soutenir cette évolution, IES a élargi son champ de compétences. A ses savoir-faire en électricité, automatisation, informatique industrielle ou détection incendie s'ajoutent désormais le génie civil ainsi que les voiries et réseaux divers. L'entreprise se positionne ainsi comme un acteur "tous corps d'état", capable d'intervenir sur l'ensemble d'un projet. Elle a créé une cellule dédiée, qui intervient aussi bien dans l'industrie que dans le tertiaire, afin d'accompagner les maîtres d'ouvrage : études technico-économiques, aide à la décision, suivi budgétaire ou encore pilotage global des projets.

Des opportunités dans le nucléaire

Elle peut aussi assurer des missions de maîtrise d'œuvre ou d'assistance technique. Depuis un an, la PME s'ouvre également aux marchés publics. Sa structuration lui permet de répondre à des appels d'offres d'EDF, notamment dans le secteur nucléaire. En Normandie, les perspectives liées aux sites de Paluel et au projet d'EPR de Penly constituent de nouveaux débouchés. Pour accéder à ces marchés, IES s'est fait accompagner par la CCI, via le dispositif PLATO Nucléaire. *"Nos compétences en industrie lourde - chimie, pétrochimie, pharmacie - sont transposables, mais les méthodes de travail et les modes d'accès aux marchés sont très différents"*, souligne le dirigeant. Cette diversification reste progressive. L'activité des 140 salariés de l'entreprise demeure majoritairement liée à la pétrochimie, qui représente 60 % du chiffre d'affaires. Le reste se répartit entre la chimie fine et la pharmacie (15 %), l'automobile, l'électronique et l'aéronautique (15 %), ainsi que les marchés publics et les collectivités (10 %).

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Emploi. Enedis recrute en Normandie : près de 100 postes à pourvoir, dont 51 CDI

Cédric Thomire

~3 minutes

Enedis lance une nouvelle campagne de recrutement avec près de 100 postes à pourvoir en Normandie, dont 51 en CDI. Les postes sont répartis sur les 36 sites normands, notamment en Seine-Maritime où plusieurs opportunités sont proposées, en particulier dans les métiers techniques.

Une filière qui ne cesse de recruter

Ces embauches répondent à des besoins croissants : modernisation du réseau, raccordement des énergies renouvelables ou encore développement des nouveaux usages électriques. A l'échelle nationale, Enedis prévoit 3 100 recrutements en 2026, dont 1 700 CDI (majoritairement des techniciens et électrotechniciens) et 1 400 alternants.

Quels profils recherchés ?

Les recrutements concernent principalement : les métiers techniques (techniciens réseau, électrotechniciens), les chargés de projets et de conception, les ingénieurs et experts IT, ainsi que des postes en relation client et fonctions support.

Côté alternance, 42 postes sont ouverts dans la région, dont 9 en Seine-Maritime. Ces offres s'adressent à des profils du bac au bac+5, avec des fonctions variées : technicien réseau, chargé de relation client, programmeur d'interventions ou encore chargé de communication.

Pour la Seine-Maritime, Enedis recherche plus particulièrement un technicien conduite pour Saint-Étienne-du-Rouvray, un technicien interventions polyvalent pour Bihorel et un chargé de conception pour Dieppe.

Postes en alternance

Pour ce qui est de l'alternance, les postes à pourvoir sont les suivants :

- 2 BAC ou MC (électrotech) pour électrotechnicien à Neufchâtel-en-Bray et à Dieppe ;
- 1 BUT (GEII) pour appui technicien de conduite à Saint-Etienne-du-Rouvray ;
- 2 BTS (électrotech) pour électrotechnicien postes sources et électrotechnicien interventions spécialisées à Bihorel ;
- 2 Bac+2 (BTS ati ou BUT génie civil) pour chargé d'affaires électricité à Déville-lès-Rouen et à Montivilliers ;
- 2 Bac+5 (communication et généraliste) pour chargé de communication à Rouen et chef de projets conduite des réseaux à Saint-Etienne-du-Rouvray

Comment postuler ?

Les candidatures se font directement en ligne. Les offres de CDI et d'alternance sont accessibles sur le site officiel : enedis.fr/emploi.

Les candidats peuvent y consulter les postes disponibles, filtrer par

région ou métier, et déposer leur candidature.

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

TOWT, la compagnie maritime de transport de marchandises à la voile du Havre, dépose le bilan

Charlotte Coutard

3-4 minutes

Publié le jeudi 2 avril 2026 à 19:54

La compagnie maritime TOWT basée au Havre, entreprise pionnière du transport de marchandises à la voile, dépose le bilan, annonce le président et fondateur Guillaume Le Grand. Il pointe les difficultés commerciales liées à la politique douanière des États-Unis. Quarante-huit emplois sont menacés.

La compagnie maritime havraise TOWT, une entreprise pionnière du transport de marchandises à la voile, dépose le bilan, en raison notamment de difficultés commerciales liées à la politique douanière des États-Unis, indique Guillaume Le Grand, président et fondateur de Towt à l'AFP, confirmant [une information du journal Le Marin](#).

Quarante-huit emplois sont menacés par ce dépôt de bilan.

La compagnie maritime exploite deux voiliers-cargos entre Le Havre et l'Amérique, des voiliers géants de 81 mètres de long, propulsés principalement à l'énergie éolienne, et d'une capacité de transport de 1.090 tonnes de marchandises. Elle a transporté 40.000 tonnes de marchandises en 2025, et a réalisé un chiffre d'affaires de près de cinq millions d'euros l'année dernière.

Guillaume Le Grand attribue ce dépôt de bilan aux *"18 mois de retard*

cumulés à la livraison des deux navires" de la compagnie, à l'été 2024, ainsi qu'à l'élection de Donald Trump qui a entraîné "une dégradation très importante du portefeuille clients, des cales qui se vident et des retours" de bateau des États-Unis "quasi vides, voire vides". Il dénonce aussi de nouvelles "charges sur les marins" ajoutées par l'État français.

Six nouveaux navires sont en construction au Vietnam pour une livraison prévue d'ici à 2027. **Une audience doit se tenir au tribunal de commerce du Havre** ce vendredi matin pour décider de la suite.

- [Entreprises](#)
- [port](#)
- [Commerce](#)
- [mer - océan](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le Queen Mary 2 de la compagnie Cunrad a fait escale au Havre ce lundi 28 avril avant de traverser l'Atlantique vers New York. "Ici Normandie" a pu visiter ce paquebot iconique, dernier transatlantique au monde.

Le 28/04/2025 à 19:11

- Le leader mondial du transport maritime, la compagnie italo-suisse MSC, va installer son siège social français au Havre. Actuellement il est situé à Puteaux en région parisienne. La construction du nouveau bâtiment au Havre est prévue cet été.

Le 30/01/2026 à 20:00

- La surtaxe de 15% des droits de douane aux États-Unis pour les produits en provenance de l'Union européenne entre en vigueur ce jeudi 7 août. Le directeur général des Calvados Morin, à Ivry-la-Bataille (Eure) Marc-Antoine Fieschi a accordé un entretien à ICI Normandie.

Le 07/08/2025 à 07:00

- Le président américain, Donald Trump, a signé dans la nuit du 31 juillet au 1er août le décret instaurant une surtaxe à 15% à partir du 7 août pour les produits en provenance de l'Union européenne. Le cidre et le calvados des producteurs normands sont en première ligne.

Le 01/08/2025 à 10:57

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

actu.fr

Gasoil trop cher : à Dieppe, des bateaux de pêche immobilisés au port

Marie LEMAISTRE

9–12 minutes

Sur les quais de Dieppe, certains bateaux ne sortent plus en raison de la flambée du prix du gasoil. D'autres prennent la mer dans l'attente d'aides gouvernementales promises.

Sur le même thème

[Pêche](#)

Article réservé aux abonnés



Sur le port de Dieppe, la hausse brutale du prix du gasoil, fragilise

l'activité des pêcheurs. ©Les Informations dieppoises / Marie Lemaistre

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 2 avr. 2026 à 19h30

« Pour l'instant, on est dans l'attente de quelque chose d'officiel », souffle une vendeuse sur les étals du marché aux poissons du quai Trudaine, à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). « On finit déjà les cuves, on sort avec le gasoil qu'on a », glisse sa collègue sur l'étal voisin, tout en décortiquant des coquilles.

Ce **mardi 31 mars 2026**, le mauvais temps de la veille a contraint certains bateaux à rester à quai. Mais depuis plusieurs semaines, un autre facteur pèse sur les sorties : la **flambée** des prix du carburant, provoquée par **la guerre** au Moyen-Orient et la fermeture du **détroit d'Ormuz**.

Comme les transporteurs routiers et les agriculteurs, les marins subissent de plein fouet cette hausse, le gasoil constituant une part importante des charges d'un navire. Des **aides ciblées** ont été annoncées par le gouvernement pour le mois d'avril, en soutien à ces trois secteurs sinistrés par la crise énergétique. Pour la pêche, elles devraient prendre la forme d'un remboursement **de 20 centimes d'euro** par litre de carburant. Mais sur les quais, on attend toujours du concret.

« On y va quand même »

La plupart des petits pêcheurs rencontrés continuent de prendre la mer, malgré la flambée. « On y va quand même, même si c'est compliqué », témoigne Benoît Beauval, patron de la *Licorne V*, qui s'apprête à partir pêcher la coquille au large pour 24 heures. Peut-être moins exposé que d'autres, il reste prudent : « On est un petit bateau, on est que deux à bord, on va voir à la fin du mois. »

« On est obligé, il y a des factures à payer », lâche son confrère, Yann

Languerre, patron et armateur du *Fée des Mers* et du *Loulou*. Lui aussi sur le départ, avec son coquillard encore à flot. Mais chez lui, la résignation commence à pointer.

Des aides ciblées

Le gouvernement par la voix de la ministre chargée de la Mer, Catherine Chabaud, a annoncé, vendredi 27 mars, une remise exceptionnelle de 20 centimes d'euro par litre sur les factures de carburant des navires afin de venir en aide au secteur. L'enveloppe totale est estimée à 5 millions d'euros. Cette mesure, valable uniquement pour le mois d'avril 2026 selon la Direction générale des entreprises, a pour objectif de permettre aux navires de maintenir leur activité dans un secteur où l'énergie peut représenter jusqu'à 35 % des coûts d'exploitation. Par ailleurs, le gouvernement prévoit d'informer la Commission européenne de ce dispositif et entend demander une adaptation du cadre réglementaire européen, notamment pour accompagner le renouvellement et la décarbonation d'une flotte dont l'âge moyen dépasse les 30 ans.

« On a toujours espoir », assure-t-il. Mais cet espoir repose avant tout sur une baisse du prix du carburant. « On va encore faire une sortie, mais je pense que ça va être la dernière sortie au large. Si ça ne bouge pas, de toute façon, on ne pourra pas continuer. Si on a 1 500 € de gasoil toutes les 24 heures, on ne peut pas suivre. »

Quitte à rentrer plus tôt pour éviter de travailler à perte : « Ça va dépendre de la pêche qu'on va trouver. S'il n'y a pas grand-chose, on va rentrer, si c'est pour livrer une dizaine de caisses, ça ne sert à rien. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Plus que jamais, optimiser ses trajets est devenu une nécessité. « Nous essayons de sortir intelligemment, de ne pas faire trop de route, pour rester rentable », confirme Clément Verdure, second mécanicien du *La Main de Dieu*, un bateau de Boulogne dont l'équipage s'apprête à repartir après un week-end à Dieppe.

De retour de la baie de Seine, après un passage par Ouistreham, il part rejoindre les eaux au large de Fécamp. « Il y a encore un peu de secteurs à travailler, et pour la coquille, on utilise des engins de pêche assez légers, pas trop énergivores », positive-t-il.

Malgré tout, le salaire des cinq membres d'équipage pâtit du montant des charges : « Si on reste chez nous, il n'y a pas de salaire du tout. On est rentable, mais ce n'est pas ce qu'on devrait gagner à l'origine. » Le bateau consomme aujourd'hui 4 500 litres de gasoil par semaine. « Ça fait à peu près 4 500 €. Il y a trois semaines, on le payait 61 centimes le litre, mais on consommait l'équivalent pour le mois en baie de Seine », calcule-t-il.

Les annonces peinent à convaincre du côté de la société Coq Marée. La décision a déjà été prise de maintenir quatre bateaux à quai, les plus énergivores, sur une flotte de quatorze. Un cinquième est à l'arrêt technique.

Des aides jugées insuffisantes

Son directeur Philippe Gall craint des « effets d'annonce » et réclame des réponses claires : « On attend du concret. À qui elles s'adressent ? À partir de quand ? Qui est concerné ? Combien de temps ? » Le prix du gazole a doublé en un mois, insiste-t-il, « ce qui ne permet plus aux marins de toucher un salaire décent. »

La situation est d'autant plus préoccupante que la saison de la coquille touche à sa fin, officiellement fixée au 15 mai. « On est plus

impactés en fin de saison : les bateaux sont obligés d'aller plus loin une fois que les gisements classés ont fermé, pour pêcher de moindres volumes. »

Le risque, selon lui, est que « la saison s'achève un mois et demi avant la date prévue. » Et d'avertir : « La pêche est une activité saisonnière. Si les salaires ne permettent pas aux marins de vivre, ils feront autre chose. »

Les mesures gouvernementales arrivent, par ailleurs, avec quinze jours de retard sur des annonces espagnoles et italiennes. « Nous, on commence à peine à en parler. Elles auraient dû être prises il y a trois semaines. Elles font office de pansement à un moment où on a besoin d'un bouche-à-bouche » poursuit Philippe Gall.

Et de conclure : « Vingt centimes, ce n'est pas assez, le carburant a pris 60 centimes. Le geste y est, mais il faudrait aller plus loin. Si des mesures d'urgence ne sont pas prises, on restera à quai. »

Pour l'instant, sur ses 14 bateaux, cinq sont donc restés à quai et les neuf autres continuent pour l'heure de pêcher. Mais pour combien de temps ? « Tant qu'on peut, on continue à pêcher avec ce qu'ils ont dans leurs réserves. Au vu de l'importance de la filière, on le fera, après, on verra », observe-t-il. « À un moment, il faut savoir dire stop. »

Le secteur de la pêche attend des aides à la hauteur de l'urgence

Mardi 31 mars 2026, le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins et le comité national se sont réunis à la suite de l'annonce gouvernementale, sans que la remise de 20 centimes par litre de carburant ne dissipe les inquiétudes.

Dans un communiqué diffusé le même jour, le comité régional juge au contraire la mesure « insuffisante au regard de la situation ». « La récente hausse du prix du gazole place aujourd'hui la filière pêche dans une situation de très forte tension, rappelle-t-il. Cette

augmentation brutale des coûts rend l'activité difficilement soutenable pour de nombreux navires. À ces niveaux de prix, certaines sorties en mer ne couvrent plus les charges. »

Dans un secteur déjà fragilisé, les 20 centimes annoncés sont ainsi loin de compenser la hausse réelle. « À 20 centimes d'aide, on ne tient pas », insiste le communiqué. Le comité régional, à l'instar du comité national, réclame 40 centimes par litre pour permettre aux navires « de continuer à travailler », rappelant que lors de la précédente crise de 2022, « un soutien à hauteur d'environ 35 centimes par litre » avait été nécessaire pour maintenir l'activité.

« Une situation critique »

Sans réponse à la hauteur, le comité avertit que des bateaux pourraient être contraints de réduire leur activité, voire de rester à quai. C'est alors toute la chaîne qui serait touchée : « Au-delà des entreprises, c'est l'ensemble de la filière et l'économie littorale qui sont directement menacées. » Pour l'instant, « les réponses apportées ne sont pas à la hauteur de l'urgence. »

Des arrêts sont déjà constatés localement au-delà de la seule Normandie. Le comité national a diffusé son propre communiqué le même jour, traduisant « une réalité économique devenue intenable pour de nombreux armements ». Dans plusieurs territoires, « les conditions d'exploitation ne permettent plus d'envisager la poursuite des sorties en mer ». Ce qui doit constituer « un signal fort adressé aux pouvoirs publics », tant sur l'urgence que la gravité de la situation. Face à « une situation désormais critique », le comité national a ainsi appelé à une première mobilisation le 1^{er} avril, sous la forme d'un débrayage des navires en mer, relayé sur les réseaux sociaux, notamment via une boucle WhatsApp, et étendu aux acteurs de la filière aval : mareyage, transformation et distribution pour exprimer la solidarité de l'ensemble de la filière. « Sans mesures rapides et combinées, c'est l'ensemble du potentiel productif, navires, équipages, ports et filière aval, qui est directement menacé. »

Mercredi 1er avril, de nouvelles réunions de travail entre instances professionnelles, locales et nationales, devaient encore se tenir, la crise étant loin d'être résolue.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

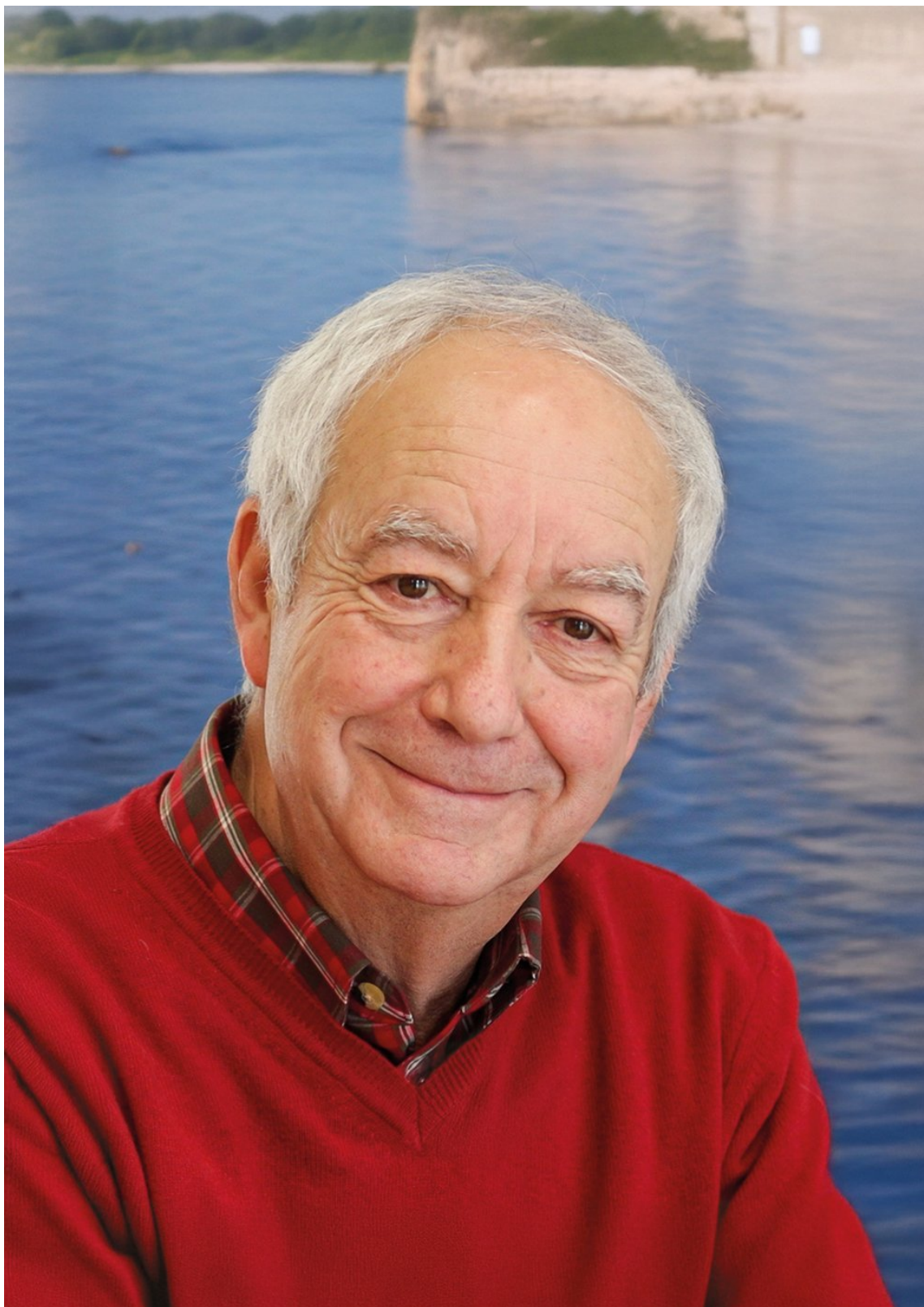
[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Seine-Maritime. Chasse : "Le retour du cerf en forêt de Brotonne, on va y arriver"

Ghislain Annetta

6-8 minutes

Samedi 4 avril, la fédération des chasseurs de Seine-Maritime (FDC76) tient son assemblée générale. La réunion se tiendra à Rouen, à l'Hôtel du Département. *"Nous répondons à l'invitation de son président, [Bertrand Bellanger](#)",* souligne [José Doméné-Guérin qui préside, lui, la FDC76](#). Juste avant ce rendez-vous, nous avons évoqué avec lui la situation de la fédération et les dossiers en cours. Tour d'horizon sous forme de verbatim.



José Doméné-Guérin président de la fédération des chasseurs de la Seine-Maritime : "Il n'y a plus de tuberculose dans les massifs. La réintroduction du cerf en forêt de Brotonne est envisageable" - DR

Effectifs

"Les effectifs sont stables. Nous comptons un peu moins de 12 000

chasseurs en Seine-Maritime. Nous en perdons moins qu'au niveau national. Même si notre pyramide des âges reste élevée, nous accueillons beaucoup de jeunes. Nous avons doublé le nombre de candidats au permis de chasser qui est un véritable examen théorique et pratique (voir ci-dessous). Parmi ces jeunes, nous retrouvons 20 à 30% de femmes."

Perdrix grise

"Nous avons dans ce département trois types de chasse. Celle des migrateurs et celle du gros gibier se portent plutôt bien même s'il y a des disparités. La situation du petit gibier est plus inquiétante. Surtout si on évoque la perdrix grise. C'est très compliqué de maintenir cette espèce. Le milieu ne lui est plus favorable. Nous avons engagé des recherches pour comprendre si une molécule pouvait l'impacter. La perdrix grise, c'est ce que nous appelons une espèce parapluie. C'est un révélateur. Si elle va mal, les autres oiseaux qui nichent au sol souffrent. Ces volatiles sont tributaires des insectes. Ils en ont besoin pour nourrir les poussins. Cette absence pèse sur le taux de reproduction des perdrix grises qui est catastrophique. Nous sommes au chevet de cette espèce."

Sanglier

"C'est un véritable casse-tête pour la fédération. Nous sommes tributaires de la loi d'indemnisation des dégâts. Cela devient impossible de rembourser tous les agriculteurs du département alors que l'on ne chasse que sur 70% du territoire. Il existe de nombreuses zones où il est interdit de chasser. La facture s'élève à 1,5 million d'euros. Nous prélevons 12 000 sangliers par an. Cela fait un par chasseur en moyenne alors que l'on sait très bien que tous ne chassent pas ce genre de gibier."



"Le sanglier, c'est un véritable casse-tête pour la fédération. L'indemnisation des dégâts : la facture s'élève à 1,5 million d'euros", explique José Doméné-Guérin - Dominique Gest

"Le sanglier ne pose pas un problème qu'en Seine-Maritime. C'est une espèce qui profite du changement climatique"

"Il faut savoir que le point d'équilibre, ce serait 6 000 prélèvements à l'année. A cette échelle, la FDC pourrait indemniser les agriculteurs et des dégâts ne seraient pas aussi prononcés. Au-dessus, cela nous place en situation de déséquilibre. Cela reste un souci. Nous attendions une nouvelle loi d'indemnisation. Mais avec les bouleversements ces derniers temps au sein des gouvernements et du parlement, elle est sans cesse repoussée. Cela reste un vrai souci. Heureusement que les finances de notre fédération sont bien gérées. D'autres territoires souffrent plus."

"Le sanglier ne pose pas un problème qu'en Seine-Maritime. C'est vrai aussi en France, en Europe et même sur d'autres continents.

C'est une espèce qui profite du changement climatique. La chaleur stresse la végétation qui produit des fruits. Les glands tombent, ce qui met les laies en chaleur. Trois mois plus tard, elles mettent bas. Avant quand des marcassins voyaient le jour à Noël, beaucoup ne survivaient pas aux températures basses. Désormais, il n'y a plus vraiment d'hiver. De plus, les plaines sont cultivées toute l'année avec des cultures intermédiaires pour couvrir les sols. Le sanglier adore ça. Il est partout. Même dans le pays de Caux où les forêts sont moins nombreuses, il y a autant de dégâts qu'ailleurs en Seine-Maritime."

Le cerf à Brotonne

"Nous sommes toujours sur le sujet du retour du cerf en forêt de Brotonne. La situation sanitaire semble pouvoir le permettre. Il n'y a plus de tuberculose dans les massifs. La réintroduction est envisageable. Nous ne nions pas l'équilibre à trouver entre l'exploitation de la forêt et le gibier. Nous sommes convaincus que ce retour ne le bouleversera pas. Nous attendons l'autorisation du préfet. Nous avons avec nous les élus locaux, le Parc naturel régional des Boucles de la Seine normande, les associations, etc. Nous avons un accord avec le monde agricole. Je pense qu'on va y arriver et j'espère que cela se fera cette année. Nous allons réintroduire des cerfs de la forêt de Chambord. Ils sont suivis. Ce sera une opération très encadrée."

Les futurs chasseurs doivent suivre une formation théorique et pratique pour obtenir leur autorisation, avec un accent total sur la sécurité.

Finis le temps où il suffisait de se rendre en mairie pour demander son permis de chasser. *"Désormais, c'est un véritable examen. La formation est à la fois théorique et pratique, un peu à la manière du permis de conduire. Le maître-mot, c'est sécurité, sécurité et sécurité"*, indique José Doméné-Guérin, président de la fédération

des chasseurs de Seine-Maritime (FDC 76).

"Sur le plan national, le nombre d'accidents a baissé depuis vingt ans"

L'effet semble plutôt favorable : *"Sur le plan national, le nombre d'accidents a baissé depuis vingt ans. L'an dernier, on dénombre un accident mortel pour un million de pratiquants. On peut s'en féliciter même si c'est toujours un décès de trop."* Le responsable seinomarin ajoute : *"La sécurité reste pour nous un point de vigilance. La Seine-Maritime est un département très peuplé."*

Une remise à niveau tous les 10 ans

Il rappelle par ailleurs que chaque chasseur est tenu de passer une remise à niveau tous les 10 ans. Cette formation est assurée par les techniciens de la fédération. *"Soit nous l'organisons à Belleville-en-Caux, dans les locaux de la Maison de la chasse et de la nature. Soit, nous nous déplaçons si un groupe est suffisamment constitué. C'est quelque chose qui plaît bien."*

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

Retour du loup en Normandie : deux prédatons constatées dans des troupeaux de brebis

Laurence Plainfossé

6–7 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Alors que la préfecture de Seine-Maritime avait confirmé la présence d'un loup dans la commune de Wanchy-Capval, mercredi 25 mars 2026, des éleveurs de brebis ont recensé deux prédatons mardi 31 mars et mercredi 1er avril 2026 dans la commune voisine de Bailly-en-Rivière. Des indemnisations peuvent être débloquées pour compenser les pertes subies et des moyens de protection proposés aux éleveurs touchés.



Après avoir confirmé la présence d'un loup en Seine-Maritime

mercredi 25 mars 2026, deux troupeaux semblent avoir été visés par le canidé. | ARCHIVES THIERRY CREUX / OUEST-FRANCE

Modifié le 02/04/2026 à 15h44 Publié le 01/04/2026 à 19h32

La confirmation était tombée mercredi 25 mars 2026 : un loup avait été repéré à Wanchy-Capval, commune à l'est de Dieppe (Seine-Maritime). «À ce stade, il s'agit d'un indice de présence isolé, qui ne permet pas de conclure à une installation durable de l'animal dans le département», indiquait la préfecture de Seine-Maritime dans un communiqué.

Une semaine plus tard, le canidé continue de rôder dans le secteur. «Depuis, deux prédatons ont été recensées chez les éleveurs de brebis à Bailly-en-Rivière» (à environ 8 km de Wanchy-Capval)», indiquent les services de l'État. Dépêchés sur place, les membres de l'Office français de la biodiversité (OFB) ont conclu «pour la première situation à une possible prédation» et «les constats sur la seconde prédation ont eu lieu ce mercredi après-midi».

Lire aussi : [Un loup aurait été renversé et signalé en Normandie quelques jours après une attaque sur des brebis](#)

Signalement au 02 35 32 07 10

La préfecture de Seine-Maritime rappelle qu'un« régime d'indemnisation est en place pour compenser les pertes subies par les éleveurs ».» De même, «des moyens de protection - principalement effarouchement - pourront également être mis à disposition en cas de récurrence des prédatons sur une exploitation ».»

L'État entend «suivre au plus près l'évolution de la situation». Pour cela, les éleveurs sont invités à faire un signalement «dans les meilleurs délais» en cas d'observation ou de prédation, au service départemental de l'OFB au 02 35 32 07 10.

Pour rappel, le loup est une espèce protégée dont la gestion s'inscrit dans un plan national d'actions visant à concilier la préservation de la biodiversité et de la protection des activités d'élevage. L'animal discret «évite naturellement le contact avec les êtres humains».

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Pavilly. Quatre individus jugés pour association de malfaiteurs et vols dans des abris de jardin

Nicolas Durand

3-4 minutes

Ils sont quatre mercredi 1^{er} avril, face au tribunal correctionnel de Rouen. Deux sont dans le box des prévenus, deux comparaissent libres. Il leur est reproché d'avoir commis des vols en récidive, notamment d'outillage, dans des cabanes de jardin situées sur les communes de Pavilly et Limésy. Les quatre sont également mis en cause pour association de malfaiteurs.

De l'outillage dans le coffre de la voiture

Il est 4h45 le 24 janvier lorsque les gendarmes sont appelés à Limésy par un propriétaire, victime d'une tentative de vol. Après avoir mis en fuite les malfaiteurs, il se rend jusqu'à leur voiture et vide le contenu du coffre, pensant qu'il s'agit de ses outils récemment dérobés. Or, il s'agissait d'outillage provenant d'un cambriolage précédent.

Contactées par les gendarmes, les autres victimes ont reconnu et récupéré leur matériel volé. [Les individus sont interpellés et présentés dans le cadre d'une comparution immédiate le 28 janvier, mais ils demandent un délai pour préparer leur défense.](#)

Ils reconnaissent les faits

Face au tribunal, ils reconnaissent les faits de cambriolage, mais contestent la tentative de vol chez l'individu qui a alerté les forces de l'ordre. Une autre difficulté concerne la présence, ou non, d'un des prévenus dans le véhicule au moment des faits. Lors de l'audience, les prévenus s'enlissent et sont incapables d'identifier qui se trouvait dans la voiture. Une déclaration faite lors d'une garde à vue laisse toutefois penser que le mis en cause en question y était bien.

Parmi les quatre individus présentés, deux sont demi-frères. Le premier, âgé de 40 ans, totalise pas moins de 38 mentions à son casier judiciaire, dont une pour évasion. Au moment des faits, il faisait déjà l'objet d'un contrôle judiciaire dans le cadre d'une instruction menée à Dieppe. La situation de son demi-frère, âgé d'une trentaine d'années, apparaît plus préoccupante : placé sous curatelle, il souffre de troubles psychologiques. La trajectoire du troisième protagoniste impliqué dans cette série de cambriolages est également inquiétante. Lui aussi est placé sous curatelle renforcée, mais demeure, comme les autres, passible de sanctions pénales. Quant au quatrième individu, un jeune homme d'une vingtaine d'années, son casier judiciaire est nettement moins chargé que celui de ses comparses.

- **A lire aussi.** [Gruchet-le-Valasse. Accident : deux conductrices blessées dans un face-à-face](#)

Relaxés sur la tentative de vol

A l'issue de l'audience, les quatre individus sont relaxés pour les faits d'association de malfaiteurs et de tentative de cambriolage. Ils écopent de peines allant de 90 jours-amendes à 12 mois d'emprisonnement ferme, avec maintien en détention. Une interdiction de contact entre les quatre prévenus est également prononcée.

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Doudeville. La lutte contre la délinquance routière : l'une des priorités

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

Le rendez-vous était donné au premier étage de l'hôtel de ville de Doudeville mardi 31 mars. L'inspection programmée de la communauté de brigades (COB) de Yerville, Doudeville et Héricourt-en-Caux a été l'occasion, entre autres choses, pour les maires, de faire connaissance entre eux et avec la gendarmerie. De nombreux élus participaient donc à l'évènement pour la première fois. C'était le cas du maire de Doudeville, Alain Zam, qui a proposé un discours d'introduction peu conventionnel mettant en scène gendarmes et hirondelles. Celui-ci a eu le mérite de détendre l'atmosphère.

Les escroqueries bondissent de 53 % entre 2024 et 2025

C'est ensuite le major Grégory Leveau, qui commande la COB, qui a pris la parole. Il a annoncé une augmentation du nombre d'interventions entre 2024 (1 156) et 2025 (1 438). Une augmentation également de la délinquance générale de 20 % avec 794 faits enregistrés en 2025 contre 662 en 2024, et un taux d'élucidation, en 2025, de 45 %. Toutefois, il a noté une baisse des cambriolages (-17 faits) mais les vols liés à l'automobile (+ 10 par rapport à 2024) sont en

légère hausse.

Les violences intrafamiliales n'échappent pas à la tendance et passent de 89 à 98. Quant aux infractions économiques et financières, autrement dit les escroqueries, elles bondissent de 53 %. Sur ces points particuliers, la communauté de brigades a fixé ses orientations pour 2026. Elle a pour priorités de lutter contre les atteintes aux biens, contre les vols liés à l'automobile "*notamment avec des opérations anti-délinquance*". La lutte contre l'économie souterraine, les stupéfiants se fera aussi avec des contrôles sous réquisition du parquet.

La lutte contre la délinquance routière a longuement été abordée. "*Maintien d'une présence accrue, police de la route, contrôles vitesse, alcoolémie ou encore stupéfiants*" font partie des objectifs pour 2026 alors que le bilan 2025 est malheureux avec treize accidents constatés (+ 7 par rapport à 2024) 17 blessés (+ 11) et quatre tués sur le territoire de la COB (+ 3). En 2025, la communauté de brigades est intervenue 143 fois sur des accidents matériels et corporels.

Mickaël Vivier, commandant de compagnie a pris la parole pour rappeler l'importance du lien entre les élus et la gendarmerie. Il a procédé à la remise des lettres de félicitations avant que le comité des amis de la gendarmerie, et son président Yvon Pesquet, ne remettent une mallette de balises à la gendarmerie de Doudeville. La manifestation s'est poursuivie avec un moment de convivialité.

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Élu sous Pompidou, ce maire depuis 55 ans rempile pour un neuvième mandat : « Je suis reparti à fond »

Benoît MARIN-CURTOUD

8–10 minutes

Il a commencé sous Pompidou, il continue sous le deuxième mandat de Macron : c'est François Dupuis, 80 ans dont 55 comme maire de Saint-Germain-sous-Cailly. L'un des 20 maires français à la longévité la plus longue.



Par [Benoît MARIN-CURTOUD](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 18h28 Temps de lecture: 1 min

Élu sur un malentendu il y a 55 ans, François Dupuis, aujourd'hui tout juste octogénaire, n'a pas quitté son fauteuil de maire de Saint-Germain-sous-Cailly depuis 1971. Et il vient de rempiler pour un neuvième mandat qui, s'il va jusqu'à son terme, marquera plus de 60 ans au service de cette petite commune au nord de [Rouen](#) forte de 350 âmes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une vie d' élu, un sacerdoce et, un peu comme il y avait les moines-guerriers, un modèle de maire bâtisseur dans la fin des Trente Glorieuses, les chocs pétroliers, la décentralisation puis la montée en

puissance des SIVOM, com'com et autres syndicats intercommunaux.

« En 1971, j'ai appris que le maire cherchait à étoffer sa liste »

François Dupuis, Maire de Saint-Germain-sous-Cailly

« Ma première élection, c'est toute une histoire », dit le sourire en coin François Dupuis. Âgé de 25 ans, le certificat d'études en poche et surtout une grande curiosité pour l'instruction civique en devenir (il a été le premier d'un concours départemental quand il était écolier à Esteville). Il s'était installé dans le village quatre ans plus tôt.

« J'avais récupéré [un petit baraquement de Rouen](#), qui logeait les gens de l'après-guerre, pour me donner le temps de construire moi-même. J'ai fondé ensuite une entreprise de travaux. En 1967, il n'y avait que 80 habitants. En 1971, j'ai appris que le maire de l'époque cherchait à étoffer sa liste. »

François Dupuis propose ses services, le maire Emile Lemercier lui répond qu'il n'a plus de place. *« Mais ce n'était pas vrai, il cherchait encore. J'étais le horsain. Je l'ai confronté, il m'a dit que j'étais un peu jeune pour être conseiller municipal. J'ai alors décidé de me présenter seul et le jour du vote j'ai été élu. La semaine suivante, tous les autres conseillers – alors que je ne le voulais pas – m'ont élu maire. »*

Liste unique et 100 % des voix au 1er tour

Si la liste de l'ancien sortant a tenté un come-back en demi-teinte en 1977, toutes les autres élections (1983, 1989, 1995, 2001, 2008, 2014, 2020 et 2026) se sont déroulées sans opposition comme ce 15 mars 2026 où, avec 100 % des 153 voix exprimées François Dupuis, malgré ses déjà huit mandats, a su mobiliser 59,69 % des inscrits.





L'époque héroïque entre 1977 et 1983 quand la commune a décidé de créer deux lotissements de 80 maisons : le maire François Dupuis (au centre) a mis la main à la pâte pour terrasser, poser des tuyaux, viabiliser. - Photo DR



L'époque héroïque entre 1977 et 1983 quand la commune a décidé de créer deux lotissements de 80 maisons : le maire François Dupuis (au centre) a mis la main à la pâte pour terrasser, poser des tuyaux, viabiliser. - Photo DR





L'époque héroïque entre 1977 et 1983 quand la commune a décidé de créer deux lotissements de 80 maisons : le maire François Dupuis a mis la main à la pâte pour terrasser, poser des tuyaux, viabiliser. -

Photo DR



L'époque héroïque entre 1977 et 1983 quand la commune a décidé de créer deux lotissements de 80 maisons : le maire François Dupuis (au centre) a mis la main à la pâte pour terrasser, poser des tuyaux, viabiliser. - Photo DR





L'époque héroïque entre 1977 et 1983 quand la commune a décidé de créer deux lotissements de 80 maisons : le maire François Dupuis a mis la main à la pâte pour terrasser, poser des tuyaux, viabiliser et créer une station d'épuration. - Photo DR

De mandat en mandat François Dupuis a décidément été un maire bâtisseur. Il a commencé par remanier l'école où il n'y avait ni chauffage ni salle de bains. « *La commune était petite, il y avait si peu*

d'enfants que la classe était menacée de fermeture. Alors on a lancé le 1er lotissement communal pour attirer des familles et on a réalisé en 1975 le regroupement pédagogique avec deux autres communes. » C'était précurseur à l'époque.

De 80 à 350 habitants

Ce qui l'était plus encore, ce sont les deux lotissements lancés lors du 2e mandat : *« 80 maisons, 30 000 m³ de terre maniés, huit kilomètres de réseau d'assainissement : il y avait tout à faire et on a fait tout nous-mêmes. »*

Le modèle ? Étant entrepreneur dans le bâtiment, François Dupuis négocie en direct les achats, acquiert pour la commune les terrains, met la main à la pâte pour creuser, terrasser, viabiliser. *« On a pris des emplois jeunes pour les travaux, j'ai négocié des remises sur matériaux de 70 %, je posais les tuyaux avec les gars, on a investi dans des engins que nous avons encore comme une pelleteuse, on a créé une station d'épuration. »* L'aventure et, au bout de quelques années, le petit village de 80 âmes est devenu un pôle de 350 habitants.

C'est sur ce modèle que les mandats ultérieurs sont menés avec de nouveaux travaux pour l'école – qui existe toujours –, pour la voirie, pour les embellissements, l'enfouissement des réseaux et les travaux contre les inondations. *« C'est ici qu'on fabrique nous-mêmes les gabions (il en a été produit 3000m³ dont 1000 pour la commune), que la sécurité incendie a été mise aux normes lors du dernier mandat avec six réserves de 120 m³. »*

« J'aime le terrain »

« Je n'étais vraiment pas sûr d'y retourner en 2026, j'ai été gravement malade avec une opération très lourde. C'est une équipe chirurgicale

du Cèdre qui m'a sauvé la vie et je vais de mieux en mieux. Je suis reparti à fond et j'ai 80 ans », soupèse François Dupuis qui est un peu embarrassé. « *Sans qu'ils ne me préviennent, les conseillers municipaux ont voté pour qu'un square fleuri créé lors du mandat 2013-2020 porte mon nom.* »



François Dupuis, maire de Saint-Germain-sous-Cailly, dans le square qui va bientôt porter son nom après 55 ans de mandat. - Photo Paris-Normandie

Un hommage mérité pour ce maire de terrain qui n'hésite pas à aller aider les « *gars qui déneigent et qui enlèvent les arbres tombés* » sur les routes de la commune, « *dès 4-5 heures du matin* », qui « *aime le terrain* » mais n'aime pas être dépossédé de ses compétences par des syndicats intercommunaux, que ses administrés adorent.

Patrimoine vivant de Saint-Germain-sous-Cailly, François Dupuis veut aussi remettre en avant les trésors patrimoniaux de sa commune en 2026-2032. C'est une autre aventure qui commence.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

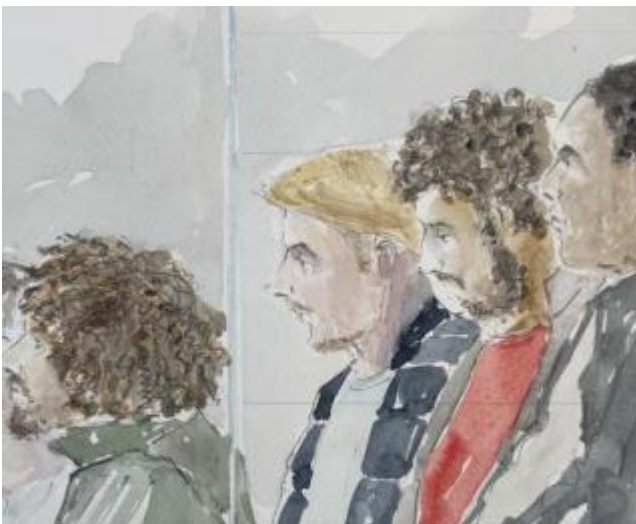




[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéoverbalisation ?](#)





[Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)





Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ?



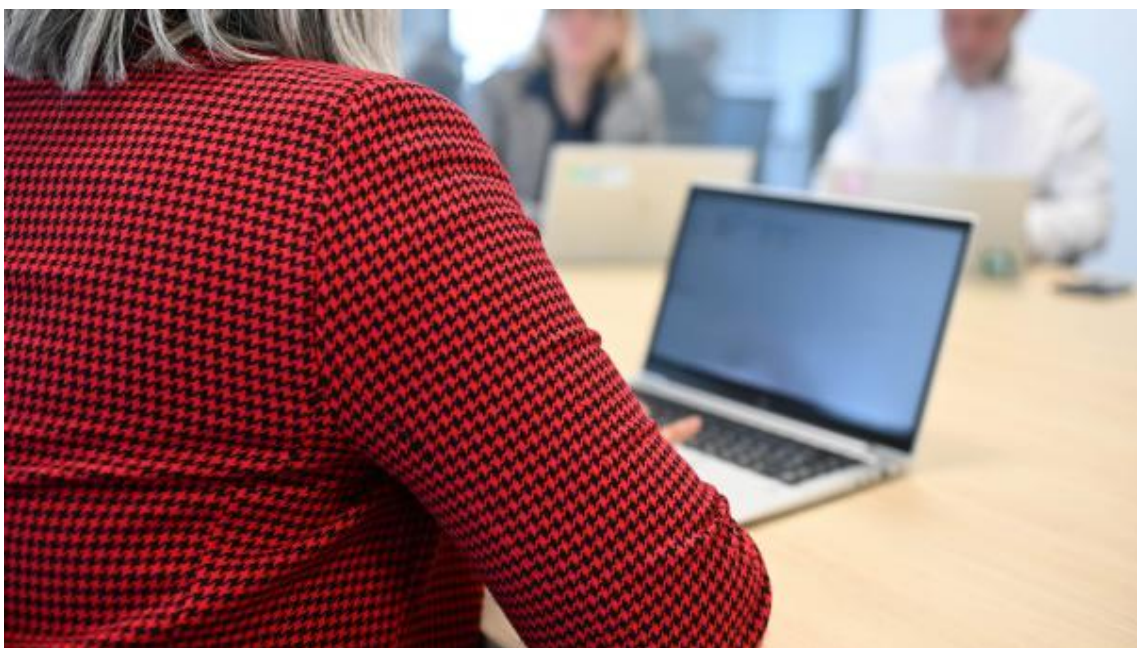
Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures



Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées



À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries



Video

En Normandie, l'emploi des cadres recule encore (mais il y a des raisons d'espérer)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéoverbalisation ?

Cécile Frangne

5-6 minutes

La verbalisation à distance des automobilistes fautifs vient de fêter son premier anniversaire dans les rues de Rouen. Pour quel bilan ?



Presque la moitié des infractions relevées par la vidéoverbalisation l'a été rue Lafayette à Rouen. - Archives Stéphanie Péron-Clément



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 3 Avril 2026 à 06h50 Temps de lecture: 1 min

Le dispositif avait été [voté](#) en conseil municipal en juin 2024, avant d'entrer en vigueur en mars 2025 après [plusieurs mois](#) de pédagogie : la vidéoverbalisation vient de fêter son premier anniversaire dans les rues de Rouen. Autorisant désormais les ASVP (Agents de Surveillance de la Voie Publique) et les policiers municipaux à verbaliser à distance les automobilistes fautifs grâce aux caméras de vidéoprotection depuis le centre de supervision urbaine (CSU), elle visait à « *protéger les usagers des mobilités douces (vélos, piétons) contre le stationnement anarchique et les comportements inciviques* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Plus de 3 000 PV dressés

Un an après, le nouvel outil « *a fait l'objet d'un premier bilan interne qui a été jugé satisfaisant* », indique Guillaume Caron, directeur de la Tranquillité publique de la Ville. Entre mars 2025 et mars 2026, 3 271 avis de contravention ont ainsi été dressés. Sur l'ensemble de ces PV, près de la moitié – 49 % – a été rédigée pour des stationnements sur des trottoirs et 36 % pour des stationnements sur bandes ou pistes cyclables.

« *85 % des infractions sont conformes à l'objectif fixé, qui était de contrôler et sanctionner les infractions commises au préjudice des usagers de la route les plus exposés, à savoir les piétons et les cyclistes* », poursuit-il.

« Lors de la consultation, nous avons beaucoup insisté sur les rues en double sens cyclable, qui deviennent dangereuses si des voitures sont stationnées sur la bande cyclable ».

Guillaume Grima, Responsable de l'association Sabine

Plusieurs rues jugées problématiques avaient été identifiées en lien avec l'association cycliste Sabine : outre les rues de la République,

Saint-Vivien et Lafayette, priorité avait été donnée aux quais rive droite, à la rue Jeanne-d'Arc, ainsi qu'à la portion de la rue Lecanuet allant jusqu'à l'hôtel de ville.

Douze mois plus tard, 47 % des PV dressés l'ont été rue Lafayette, sur la rive gauche de Rouen, 27 % rue Lecanuet, 7 % rue de la République et 3 % rue Saint-Vivien.

Quelles rues ciblées ?

« Lors de la consultation, nous avons beaucoup insisté sur les rues en double sens cyclable, qui deviennent dangereuses si des voitures sont stationnées sur la bande cyclable à l'instar de la rue Saint-Vivien, explique Guillaume Grima, responsable de l'association Sabine. Nous n'avons pas reçu depuis de nouveaux signalements à ce sujet, ce qui peut être un indice que la vidéoverbalisation fonctionne », avance-t-il.

Un système qui pourrait s'étendre à terme à toute la Ville ? *« Si rien n'empêche les opérateurs de vidéoverbaliser sur l'ensemble de la Ville, nous continuons pour l'instant à privilégier les contrôles sur les secteurs les plus concernés », conclut Guillaume Caron.*

Lire aussi



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures](#)



[Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la](#)

vidéoverbalisation ?



Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures



Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées





[À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries](#)



Video

[En Normandie, l'emploi des cadres recule encore \(mais il y a des raisons d'espérer\)](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

La gestion des transports normands en car devrait passer au privé

Nicolas Denoyelle

6-7 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Les élus régionaux ont acté, jeudi 2 avril 2026, à Rouen (Seine-Maritime) le lancement d'une étude pour passer la gestion des transports, en dehors de ceux uniquement dédiés au scolaire, en délégation de service public. Gauche et écologistes craignent une perte de qualité au profit du rendement et des agents régionaux ont débrayé devant les locaux de la région.



Les élus régionaux ont acté le lancement d'un recours à une délégation de service public pour l'exploitation des services de transports interurbains régionaux, hors transports purement scolaires.

| OUEST FRANCE

Publié le 02/04/2026 à 18h41

Les élus régionaux ont voté, sans les voix de la gauche et des écologistes, l'autorisation de principe d'un recours à une délégation de service public pour l'exploitation des transports interurbains régionaux, ce jeudi 2 avril 2026 à Rouen (Seine-Maritime). En charge des Transports à la Région, Jean-Baptiste Gastinne a rappelé en préambule que le nouveau mode de gestion était tout juste lancé pour une mise en service en 2027 et précisé qu'il ne concerne pas. « Les services purement scolaires, qui vont continuer à faire l'objet de marchés publics ». »

Lire aussi : [Trains TER en Normandie : la RATP confie les lignes à deux pontes du métro parisien](#)

De 129 à 45 marchés

À partir de septembre 2027, il n'y aurait plus 129 marchés différents, mais 45. « 43 resteront des marchés publics, ceux de transports scolaires [...]. Pour le reste, nous prévoyons deux lots et deux concessions de service public d'une durée de 8 ans, avec un périmètre Normandie orientale et Normandie occidentale », de 10 millions de kilomètres annuels chacun. Selon l'élus, passer de marché public à concession incitera « à la performance » et responsabilisera davantage les entreprises concernées, ainsi qu'un « partage du risque ».

Ce changement inquiète les écologistes et l'opposition de gauche, qui craignent une moins bonne desserte des zones plus rurales. Et l'élus socialiste Ludovic Deleste s'est dit inquiet pour l'emploi. « Il y a une souffrance, des questions légitimes et un accompagnement indispensable. » Enfin, l'élus y voit un éloignement entre les habitants et la Région. Ce que Jean-Baptiste Gastinne a balayé en précisant qu'il

y avait des DSP de transports un peu partout en Normandie et notamment à Rouen, ville socialiste.

Au même moment, [une petite cinquantaine de fonctionnaires régionaux](#) grévistes ont débrayé, à l'appel de la CGT et la sirène installée sous les fenêtres de l'assemblée régionale ne passait pas inaperçues. «Après le ferroviaire, ce sont de nouveaux services publics qu'on confie au privé, soulignent les grévistes. Et douze postes de fonctionnaires territoriaux vont être supprimés. Où s'arrêteront ces transferts au privé ? Nous n'avons pas de réponse.»

actu.fr

"Les travaux ont pris du retard" : à Cléon, la patinoire va encore rester fermée pour une longue durée

Aurélien Delavaud

~3 minutes

Fermée pour travaux depuis l'été 2025, la patinoire de Cléon ne va finalement pas rouvrir en ce début de printemps 2026, comme c'était prévu de longue date.

Sur le même thème

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Les usagers vont devoir encore patienter de longs mois avant de retrouver la patinoire de Cléon (Seine-Maritime). ©Archives / Le Journal d'Elbeuf

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 2 avr. 2026 à 18h24

« Une réouverture du site est envisagée fin février-début mars. » Voilà où l'on avait laissé le **chantier** de consolidation de la charpente de la patinoire du complexe de L'Oasis, à Cléon (Seine-Maritime). À l'automne dernier, [il avait déjà pris du retard sur le calendrier initial](#). Mais arrivé à la fin du mois de mars 2026, les travaux ne sont pas terminés. Pire encore : selon nos informations, le site est encore **très loin de rouvrir** au public.

« Pas avant la rentrée de septembre »

Interrogée sur l'évolution de la situation, la **Métropole Rouen Normandie**, propriétaire des murs le confirme d'emblée : « Les travaux de la patinoire de Cléon ont pris du retard et la réouverture de la patinoire ne pourra finalement pas intervenir avant la rentrée de septembre. »

La possibilité de rouvrir à cette date reste encore floue, mais dans tous les cas, la structure dépassera le cap de l'année complète de fermeture.

La collectivité explique ce report d'environ six mois par un « retard lié à des **travaux supplémentaires** demandés par l'entreprise attributaire, qui ont nécessité des avis techniques complémentaires ». Plus concrètement, ces travaux « consistent au renforcement des pannes (éléments en bois de la charpente) », précise la Métropole.

Des nouvelles qui vont forcément décevoir les usagers de la seule patinoire de l'agglomération, comme le club local de hockey sur glace, qui doit faire sans son équipement habituel depuis de longs mois.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori
avec [Mon Actu](#).*

actu.fr

Nouveau maire de Seine-Maritime, Mickaël Lecavelier veut « associer les habitants à certaines décisions »

Sébastien Aliome

4-5 minutes

Une nouvelle équipe a été élue à la tête de la commune d'Osmoy-Saint-Valery. Mickaël Lecavelier en est le maire et souhaite gérer le village de manière collective.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Municipales 2026](#)

[Pays de Bray](#)



Mickaël Lecavelier et Ludivine Piquet, respectivement maire et première adjointe à Osmoy-Saint-Valery. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 3 avr. 2026 à 6h14

Mickaël Lecavelier est le nouveau maire d'**Osmoy-Saint-Valery**, près de [Londinières](#) (**Seine-Maritime**). Déjà conseiller municipal aux côtés de **Marie-José Bourgeois** qui avait décidé de ne pas briguer de nouveau mandat, il lui succède à l'issue des [élections municipales](#) lors desquelles deux listes étaient soumises aux votes des électeurs.

Un nouveau maire et une nouvelle équipe

Maraîcher et propriétaire de deux gîtes, le premier magistrat prend donc les rênes du village qui compte environ 330 habitants. « J'ai pris beaucoup de plaisir à m'impliquer dans la vie de la commune au sein du conseil. C'était une expérience très intéressante et j'avais de très bons rapports avec la liste précédente. Me présenter n'est pas un projet de longue date. Cela a mûri ces derniers mois du fait que des verrous se sont débloqués en termes d'organisation dans ma vie professionnelle ».

Mickaël Lecavelier a pris le temps de constituer une liste qu'il a souhaitée représentative des hameaux, mais aussi des habitants avec des conseillers de tous les âges et avec des métiers variés.

On a beaucoup discuté des envies de chacun, des projets et des façons de s'investir car je vois vraiment la gestion d'une mairie de manière collective.

« On est très complémentaire et on échange énormément sur notre vision de l'avenir pour la commune » ajoute **Ludivine Piquet**, sa première adjointe.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Associer les habitants

Le projet de la nouvelle équipe municipale composée de 11 élus dont deux membres de la liste portée par **Damien Colin**, veut faire la part belle à l'enfance et la petite enfance. « On souhaite notamment poursuivre les travaux de la MAM (Maison d'assistantes maternelles) et en particulier avec la végétalisation de la cour. Nous allons aussi continuer à soutenir l'école située à Mesnières et qui est un exemple sur le plan régional ».

Municipales 2026, listes et résultats dans votre commune

Parmi les dossiers à venir, le maire et son équipe envisagent la réalisation de gîtes dans l'ancien presbytère et redonner un coup de jeune à la salle des fêtes. « On verra cela avec la population car ce n'est pas au conseil de décider seul. On fera en sorte au maximum d'associer les habitants sur certaines décisions à prendre, avec des réunions publiques » insiste le maire.

Quid de la chapelle de Maintru ?

Autre sujet : la **chapelle de Maintru**. « Nous allons tout faire pour la sauver, mais nous ne pouvons pas dilapider l'argent de la commune pour cette rénovation. Je tiens d'ailleurs à rappeler que les finances ont très bien été gérées par le passé. Pour la chapelle, il va falloir reprendre rendez-vous avec la DRAC (**Direction régionale des affaires culturelles**). Et si nous trouvons des financeurs, je dis oui ! ».

Enfin, le **nouveau conseil** veut travailler, entre autres, sur l'image du village et sur le tourisme. « Avenue verte, sentiers de randonnée, patrimoine... on a de nombreux atouts à mettre en valeur, et même au niveau de la com'com ».

Le maire espère aussi pouvoir mettre en place des achats groupés au niveau de l'énergie ou un conseil municipal des enfants. Les idées ne manquent pas, il n'y a plus qu'à...

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori

avec Mon Actu.

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries

Cécile Frangne

6–8 minutes

Des livreurs rouennais des plateformes Uber Eats et Deliveroo ont monté une association. Ils se battent pour la création d'une maison des livreurs, un lieu « où se reposer » quand ils ne travaillent pas.



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 19h12 Temps de lecture: 3 min

Dans le local exigu de la rue d'Elbeuf, les anecdotes s'enchaînent tandis que les téléphones, raccordés à une grande tour multiprise, rechargent au centre de la table. Tout juste sorti de sa consultation d'ostéopathie dans l'une des pièces adjacentes, Mohamed Samah vient rejoindre le petit groupe de livreurs en train de discuter autour d'un café et de beignets au sucre.

« *La semaine, après s'être fait masser par les ostéopathes, elle est géniale* », sourit le jeune Guinéen de 20 ans, livreur à vélo puis à scooter pour les plateformes Uber Eats et Deliveroo depuis six ans dans les rues rouennaises, qu'il connaît désormais « *comme sa poche* ».



Les livreurs en profitent pour recharger leurs téléphones avant les commandes du soir - STEPHANIE PÉRON CLÉMENT

« Ce travail, ce n'est pas un métier »

Depuis environ un an, lui et d'autres livreurs se retrouvent chaque lundi après-midi – jour de fermeture des restaurants – entre les murs de l'antenne rouennaise de Médecins du monde. Une permanence conçue à l'origine pour accueillir les travailleurs précaires. « *Les livreurs à vélo ont été les premiers à en pousser la porte* », raconte Samy Slimani, bénévole de l'association.

Pour « *s'adapter à leurs besoins spécifiques* », des consultations d'ostéopathie ont été mises en place tous les mois et demi en lien avec l'association Ostéo pour tous. « *Parce que quand vous portez un sac toute la journée, avec parfois trois à quatre packs d'eau, votre colonne vertébrale se déforme et votre corps souffre* », témoigne Mohamed Samah.

D'autant qu'à Rouen, « *en plus du climat, il est très difficile de livrer à vélo car il y a des côtes. Même avec un vélo électrique, trois allers-*

retours et votre batterie est à plat ».

« *Ce travail, ce n'est pas un métier. On le fait parce qu'on n'a pas le choix* », embraye Aboubacar Camara, un autre livreur guinéen « *sans papiers* », comme la plupart des coursiers pédalant en France sur les plateformes de livraison. D'autant que pour pouvoir être payés, ces jeunes étrangers doivent « *sous-louer* » un compte à quelqu'un capable de fournir un RIB à la plateforme pour une centaine d'euros par semaine. « *Souvent, il y a des abus, ils prennent plus que prévu. Mais c'est le seul moyen d'envoyer de l'argent à nos familles* », explique-t-il.

Un lieu « où se reposer »

Inspiré par les exemples de collectifs de livreurs qui se sont montés à Paris, Grenoble ou Bordeaux, le petit groupe rouennais s'est réuni il y a un peu moins d'un an pour monter l'Association de Solidarité et d'Accompagnement pour les Livreurs de Rouen (ASALR). Ils sont aujourd'hui « *une quarantaine* ».

Leur objectif ? Obtenir l'ouverture d'une maison des livreurs, « *un lieu où l'on pourrait se reposer en centre-ville pendant les heures où il n'y a pas de commandes dans la journée, charger nos téléphones, réparer nos vélos* ». Le projet, d'environ 20 000 euros, pourrait voir le jour au Quartier Libre, rive gauche. Mais l'association recherche des subventions publiques et privées pour le financer.

Désormais accompagnée par le service de la vie associative, elle bénéficie d'ores et déjà du soutien de la Ville. « *C'est un très beau projet, qui doit permettre d'améliorer un petit peu les conditions de vie de ces livreurs* », juge Zohra Amimi, adjointe aux solidarités, précisant que la demande de subvention adressée en février était « *en cours d'arbitrage* ».

« Il faut sensibiliser les clients. S'ils se rendent compte que ceux qui

ramènent leurs commandes souffrent, alors les choses bougeront peut-être »

Mohamed Samah, Secrétaire de l'ASALR

Cette maison permettrait également de rendre davantage visible ces coursiers de l'ombre dans la ville. Car Mohamed Samah en est convaincu : pour améliorer leurs conditions de travail, *« il faut sensibiliser les clients. S'ils se rendent compte que ceux qui ramènent leurs commandes souffrent, alors les choses bougeront peut-être »*. *« Dans les autres villes, la solidarité a fonctionné*, poursuit le secrétaire de l'ASALR. *On se bat et on continuera à se battre, car on ne sait jamais d'où la chance va nous sourire »*.

Lire aussi



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)





[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéooverbalisation ?](#)



[Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)

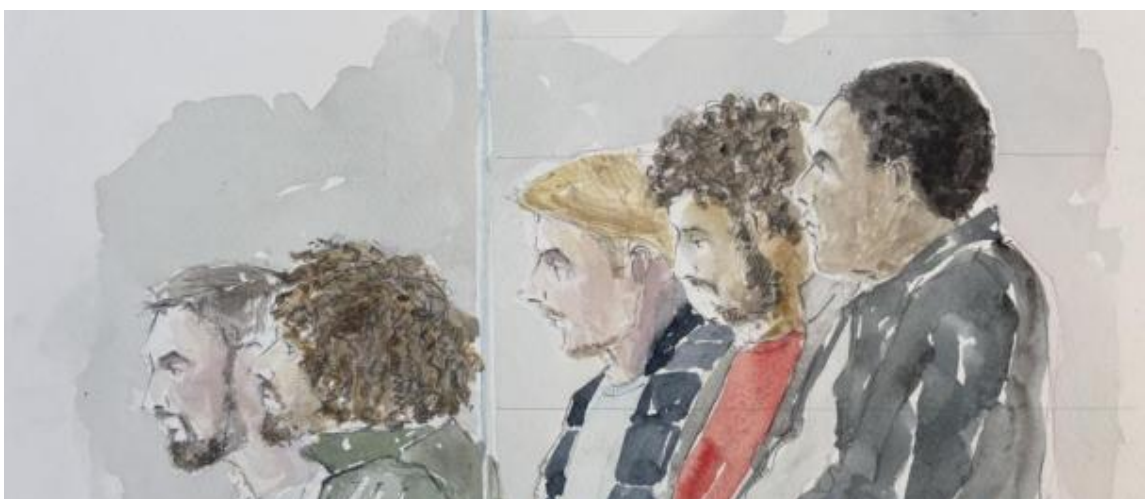




[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ?](#)





Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures



Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées



À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries





Video

[En Normandie, l'emploi des cadres recule encore \(mais il y a des raisons d'espérer\)](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Carburant. À Dieppe et dans sa région, les stations Total plébiscitées par les automobilistes

Franck Weber

6–8 minutes

À Dieppe et dans ses environs, le plafonnement des prix à la pompe décidé par TotalEnergies provoque un afflux d'automobilistes dans les stations du groupe. Résultats : des files d'attente, des ruptures temporaires de gazole et des clients qui scrutent les camions-citernes.



Par [Franck Weber](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 18h01 Temps de lecture: 2 min

De part et d'autre de l'avenue des Canadiens, à Dieppe, les panneaux indicatifs des prix des carburants de ces deux enseignes semblent se regarder avec dédain. Les automobilistes, eux, ont vite compris où ils devaient tourner pour faire le plein. Ce jeudi 2 avril, comme les jours précédents, le verdict est sans appel : la station TotalEnergies affiche des tarifs plus attractifs. Ce qui explique la longue file d'attente devant les pompes, qui s'étire à certains moments de la journée jusqu'au rond-point.





Toute la journée, la file de voitures devant la station Total s'étend jusque sur la chaussée de l'avenue des Canadiens. - Photo Paris Normandie

« Dans un contexte de forte remontée des cours du diesel, un carburant dont la France est largement importatrice, et afin de continuer à protéger ses clients en France pour le week-end de Pâques, TotalEnergies a pris la décision de prolonger jusqu'au 7 avril », annonçait la [multinationale dans un communiqué le 30 mars](#). Déjà, les jours précédents, alors qu'un premier plafonnement devait prendre fin, les consommateurs avaient pris d'assaut les stations du groupe, occasionnant des ruptures d'approvisionnement par endroits.

« Le calcul est vite fait avec les autres enseignes »

Une automobiliste, Station Total de l'avenue des Canadiens

« Nous sommes livrés tous les jours, indique une employée de la station dieppoise. Il y a une file d'attente toute la journée, c'est impressionnant. Les pompes fonctionnent en permanence. Il faut dire que nous sommes de loin les moins chers. » Le prix de l'essence ne dépasse pas 1,99 € le litre, et celui du diesel 2,09 €. Ces mesures annoncées par TotalEnergies s'appliquent dans les 3 300 stations du territoire métropolitain. « Bien sûr qu'on en profite, le calcul est vite fait avec les autres enseignes, d'habitude je vais en grande surface, j'espère que le plafonnement sera prolongé ou que les prix vont

revenir à la normale », confie Huguette, 68 ans, retraitée, venue de Tourville-sur-Arques avec sa Clio pour faire le plein de diesel.



À Petit-Caux, à peine la station Total réapprovisionnée, les automobilistes sont déjà devant les pompes. - Photo Paris Normandie

Alors qu'il faut patienter au moins vingt minutes pour accéder aux pompes de la station Total de l'avenue des Canadiens, ce jeudi matin, celle de Petit-Apperville, plus confidentielle, ne connaît pas encore d'affluence. Le garage affiche l'enseigne du groupe Total depuis seulement 18 mois : « *Nous venons d'être livrés, ça ne va pas tarder à débouler, en début de semaine il y avait du monde* », glisse un employé.

À Petit-Caux, la station de Derchigny-Graincourt n'avait plus une goutte de gasoil encore mercredi après-midi. La nouvelle du passage du camion-citerne n'a pas tardé à se répandre. Résultat, à 11 heures jeudi, il y avait bien plus de monde qu'en temps normal, et certaines voitures mordaient sur la départementale en attendant d'accéder aux pompes.

« On nous appelle sans arrêt »

Ailleurs autour de Dieppe, les ruptures d'approvisionnement de gasoil étaient toujours une réalité dans certaines stations, après le rush

consécutif au premier plafonnement des prix annoncé par Total. Comme aux Grandes-Ventes où le garage Peugeot, dont les pompes sont aux couleurs de la multinationale française du pétrole et du gaz. Il n'y avait toujours pas de gasoil jeudi matin. Une situation qui perdure depuis le début de semaine : « *Nous allons être livrés demain* », assure une employée.



À Torcy-le-Grand, la station-service Total affichait en début de matinée, jeudi, une rupture d'approvisionnement en gasoil. - Photo Paris Normandie

La situation était identique à Torcy-le-Grand, au garage Renault, affilié à Total : « *Nous attendons une livraison dans la journée, je sais déjà que ce sera le rush dès que ça se saura, comme mardi dernier, j'ai été livré à 7 h 30, et à 16 h 30, il n'y avait plus de gazole, se souvient Marie Willemot, l'assistante de direction. De toute façon, j'ai des appels en permanence, de personnes qui viennent aux nouvelles, et je sais que je n'aurais pas une minute à moi quand la cuve de gazole sera pleine, alors j'en profite maintenant pour faire l'administratif.* »

Ici, l'employée veille à ce que les clients ne remplissent pas systématiquement de jerricans : « *Il en faut pour tout le monde !* »

Lire aussi





[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)



[À Torcy-le-Grand, deux voix d'écart et un recours : l'élection municipale qui divise le village](#)





[Quel est le parcours de la marche solidaire Oxfam 2026 prévue autour de Dieppe début juillet ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe Torcy-le-Grand \(Seine-Maritime\) Les Grandes-Ventes \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[École morte à Richard Simon à Dieppe afin de protester contre la fermeture d'une classe](#)





[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)



[Carburant. À Dieppe et dans sa région, les stations Total plébiscitées par les automobilistes](#)





[Près de Dieppe, un nouvel organisateur pour les 10 kilomètres de Belleville-sur-Mer](#)



[À Torcy-le-Grand, deux voix d'écart et un recours : l'élection municipale qui divise le village](#)



[Quel est le parcours de la marche solidaire Oxfam 2026 prévue autour de Dieppe début juillet ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

Violences dans le foot : "On a oublié les valeurs de notre sport", selon le président de la Ligue de Normandie

Marianne Naquet

4-6 minutes

Romain Féret, président de la Ligue de football de Normandie, dans les studios de ICI Normandie. © Radio France

Diffusé le vendredi 3 avril 2026 à 7:44

Publié le vendredi 3 avril 2026 à 7:44

Des actes de vandalisme à Arques-la-Bataille, des dégradations aux Grandes-Ventes, des vols comme à Vexin-sur-Epte : les violences augmentent dans les clubs de foot normands, selon le président de la Ligue de football de Normandie, invité de ICI Normandie ce vendredi 3 avril 2026.

Les clubs de foot normands font **face à une hausse des violences**. Les exemples se multiplient comme à Arques-la-Bataille, près de Dieppe vandalisé il y a deux mois. C'est le constat que fait la Ligue de football de Normandie sur ICI Normandie, ce vendredi 3 avril. Son président, Romain Féret constate en effet, au niveau de la Ligue, "*à peu près 60 à 70 dossiers disciplinaires déposés par semaine, qui vont de la contestation à des dossiers beaucoup plus graves. On a une augmentation par rapport à l'année dernière. Est-ce lié au fait qu'il y a plus de remontées, à travers nos réseaux d'information, un plus grand travail avec les services de l'Etat ?*", s'interroge-t-il, ajoutant que

cette violence n'est pas forcément propre aux clubs de football. *"La violence vient aussi de l'extérieur. C'est toute la difficulté pour la Ligue de football et ses commissions d'identifier les gens qui sont licenciés et sur lesquels on peut avoir un pouvoir et ceux qui ne sont pas licenciés. On a besoin dans ce cas, des services de l'Etat pour nous aider à éliminer ces comportements."*

Des violences de plus en plus marquées chez les jeunes, y compris les enfants

Romain Féret indique que ces faits de violences se situent *"surtout chez les jeunes et les vétérans, c'est-à-dire des joueurs de plus de 35 ans". Les violences surviennent même chez les moins de 11 ans.* *"On a eu une bagarre entre parents lors d'un match de U11. On a un vrai sujet sociétal. Alors, est-ce que c'est l'effet Mbappé, le projet Mbappé, avec l'espoir pour certains parents d'un ascenseur social, via leurs enfants? En tout cas, certains parents remplacent aujourd'hui l'éducateur, au même titre que certains parents ont remplacé les professeurs."* Pour lui, cela s'explique aussi par le besoin de *"compétition, alors que le football, c'est du plaisir normalement."* Il pense aussi que **c'est un problème d'éducation.** *"On a oublié quelle était la valeur du sport, quels étaient les enjeux, donc il faut se demander comment faire en sorte que le modèle compétitif ne dépasse pas le parcours de l'enfant."* Le conseil du président de la Ligue aux présidents de club est de faire des matchs à huis clos.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

Le 02/04/2026

Le 01/04/2026

Le 31/03/2026

Le 30/03/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Les actes d'incivilité et de violence de manière générale sont de plus en plus nombreux dans le football et n'épargnent pas nos clubs normands. À Vexin-sur-Epte, aux Grandes Ventes ou encore à Arques-la-Bataille près de Dieppe où les locaux du club ont été visités fin janvier 2026.

Le 03/04/2026

- L'ordre interdépartemental des infirmières et des infirmiers en Seine-Maritime et dans l'Eure organise une journée de prévention et de sensibilisation sur les violences ce jeudi 26 mars 2026 à Rouen.

Le 26/03/2026

- D'anciens élèves de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes dénoncent des violences physiques et sexuelles. Un collectif national a été créé pour les recenser. Philippe Auzenet,

ancien élève de Jean-Baptiste de la Salle à Rouen, témoigne ce mercredi sur ICI : "Ils m'ont tué."

Le 04/02/2026

- Au lendemain du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, on fait un point sur la lutte contre les violences conjugales avec le lancement du Pack Nouveau Départ, ce dispositif initié depuis fin novembre en Seine-Maritime, piloté par la Caisse d'allocations familiales.

Le 09/03/2026

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

"On a quand même un peu de résignation" : les présidents de club football en Normandie face aux incivilités

Bradley de Souza

5-6 minutes

Les vestiaires du club de foot d'Arques-la-Bataille ont été visités fin janvier 2025. Deux mois après les réparations ont coûté plus de cinq mille euros. © Radio France - Bradley De Souza



Bradley de Souza

Diffusé le vendredi 3 avril 2026 à 7:31

Publié le vendredi 3 avril 2026 à 7:31

Les actes d'incivilité et de violence de manière générale sont de plus en plus nombreux dans le football et n'épargnent pas nos clubs normands. À Vexin-sur-Epte, aux Grandes Ventes ou encore à Arques-la-Bataille près de Dieppe où les locaux du club ont été visités fin janvier 2026.

Deux mois après que son club de foot a été vandalisé à Arques-la-Bataille près de Dieppe, le président du club revient sur cet épisode encore frais dans son esprit même si les stigmates ne sont plus visibles. *"Ils sont entrés en cassant une des fenêtres du stade et ont atterri dans le vestiaire de l'arbitre. De là, ils ont découpé tout le cuivre*

qu'ils pouvaient", se souvient Yohann Guérain, le président de l'Etoile Sportive Arquaise Football.

Depuis, la robinetterie a été réparée par *"un enfant d'Arques-la-Bataille, Greg que je remercie"*, sourit le dirigeant du club. *"Il y en a eu pour plus de cinq mille euros pris en charge par les assurances, mais c'est vrai que lors de cet épisode il y avait quand même de la **résignation**, du dégoût d'autant plus que ce **n'est pas la première fois que ça arrive**"*, poursuit celui qui prit les rênes du club à l'été 2025.

Les 67 licenciés et plus particulièrement les deux équipes seniors ont pu retrouver les locaux de leur club depuis la fin du mois de mars.

"Pour moi les incivilités, ça a toujours eu lieu, je ne sais pas s'il y a une période plus propice aux dégradations qu'une autre. Cependant ça a toujours existé et ça existera toujours. En tout cas, ça n'atténuera pas notre volonté de faire grandir ce club", renchérit Yohann Guérain.

Un avertissement avant le dépôt de plainte

Le président du club de foot d'Arques-la-Bataille avait porté plainte dans la foulée de ces vols. De son côté, celui des Grandes-Ventes, lui, a poussé un coup de gueule sur les réseaux sociaux. *"On a eu des voitures rayées après un entraînement, de la peinture sur les vitres de nos locaux, des buts renversés aussi"*, détaille Cédric Carles, le président du club.

*"Il faut vraiment ne **pas avoir de respect** pour faire ces bêtises"*, s'agace-t-il, *"d'autant plus que nous, au club, on n'a pas de sous à mettre dans ces réparations. On est à l'équilibre chaque année. Par exemple pour notre club, c'est **trente mille euros par an** de sortie d'argent, que ce soit les licences à payer à la ligue, la peinture sur le terrain, les cartons, les amendes. Et puis trente mille euros de rentrée d'argent, dont on n'a vraiment pas d'argent à jeter par la fenêtre, à*

payer pour des dégradations", détaille Cédric Carles, bénévole dans son club.

Le club des Grandes-Ventes fêtera cette année ses 100 ans.

- [Arques-la-Bataille](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Les élèves du lycée maritime Anita Conti de Fécamp brodent un pull géant avec des écussons de marins

Le 03/04/2026

Le 03/04/2026

Match 4 des demies-finales des playoffs de hockey sur glace : les Dragons de Rouen se sont-ils réveillés ?

Le 02/04/2026

Comment TotalEnergies, première raffinerie de France, adapte sa production pour tenter de faire baisser les prix

Le 02/04/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Des actes de vandalisme à Arques-la-Bataille, des dégradations aux Grandes-Ventes, des vols comme à Vexin-sur-Epte : les violences augmentent dans les clubs de foot normands, selon le président de la Ligue de football de Normandie, invité de ICI Normandie ce vendredi 3 avril 2026.

Le 03/04/2026

- Le dernier volet de notre série de consultations avec l'institut Odoxa pour comprendre les attentes des Français vis-à-vis de leur maire porte sur le "vivre-ensemble" ce mercredi. La gendarmerie aide les maires à faire face aux incivilités en leur proposant des formations en Seine-Maritime.

Le 25/02/2026

- Il lance 12 propositions aux futurs maires à l'occasion des élections municipales 2026 : le mouvement associatif qui représente 1 association sur 2 en France. Son représentant en Normandie, fondateur et ancien président de la MJC Évreux, Philippe Bordier, détaille les attentes du monde associatif.

Le 03/03/2026

- Huit candidats lorgnent sur le fauteuil de maire à Évreux (Eure) lors des élections municipales des 15 et 22 mars. Guy Lefrand (DVD) brigue un troisième mandat et concentre de nombreuses critiques de la part de ses adversaires dans une campagne qui n'a jamais été aussi sale.

Le 09/03/2026

actu.fr

Fondée à Rouen, cette marque de mobilier urbain en bois français s'ouvre aux particuliers et professionnels

Yann Rivallan

5-6 minutes

Maxime Castel, fondateur de la marque de mobilier urbain Otôk Tône, continue de grandir à Rouen. Depuis peu, il propose du mobilier pour les particuliers et les professionnels.

Sur le même thème

[Entrepreneuriat](#)

[Environnement](#)

[Urbanisme](#)

Article réservé aux abonnés





Fondée à Rouen par Maxime Castel, la marque de mobilier urbain en bois français Otôk Tône s'ouvre désormais aux particuliers et aux professionnels. (©Maxime Castel)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 3 avr. 2026 à 7h10

Produire du **mobilier urbain avec un bois local**. C'est le pari que s'est lancé le [Rouennais](#) Maxime Castel en 2021. Cinq ans plus tard, sa marque [Otôk Tône](#) continue de grandir. Après avoir travaillé avec plusieurs collectivités comme Sotteville-lès-Rouen ou Petit-Couronne, il étoffe son offre pour proposer du mobilier d'extérieur **aux professionnels**, mais aussi aux **particuliers**.

Bancs, tables de pique-nique, transats...

Opticien de formation tombé amoureux du bois, Maxime Castel, 40 ans, travaillait encore il y a peu pour **une scierie normande** en parallèle du développement de sa société.



Un exemple de banc édité par Otôk Tône installé à Sotteville-lès-

Rouen. (©Maxime Castel)

Depuis le mois de **janvier 2026**, celui qui est « dans le bois depuis maintenant 17 ou 18 ans après une reconversion », s'est lancé à temps plein dans la direction d'Otôk Tône.

(J'estime qu'il est désormais possible d'en vivre.

Le gros de son activité reste, pour l'heure, la conception de mobilier urbain pour les collectivités. **Bancs, tables de pique-nique, transats ou encore corbeilles**... Le Rouennais a pu éprouver ses produits, au style « contemporain et épuré », analyse-t-il.

Une « petite gamme simple » pour commencer

Même s'il avait déjà travaillé avec des professionnels (hors collectivités), le fondateur de la marque rouennaise veut passer à la vitesse supérieure. Dans son atelier installé du côté de Préaux (Seine-Maritime), il a mis au point **une « petite gamme simple »** pour tester le marché des jardins privés et des terrasses d'entreprises.



Un exemple de table de jardin conçu par les particuliers par Otôk Tône. (©Maxime Castel)

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

On y retrouve une sélection de **tables, bancs et banquettes**, toujours dans un style boisé caractéristique de sa marque. Cette nouvelle gamme est accessible à la vente sur son site internet.

Grâce à un formulaire, les gens peuvent me demander un devis. S'il est validé, la commande peut être livrée ou récupérée directement sur place pour limiter les coûts.

La nuance avec sa gamme de mobilier urbain, c'est que cette partie destinée aux jardins est « bien plus légère » et surtout « démontable » pour faciliter son transport.



Un modèle de table de pique-nique destiné aux entreprises.

(©Maxime Castel)

L'autre nouveauté pour Otôk Tône, c'est que la marque veut s'étendre au niveau national. Grâce à ses partenaires locaux, **Manubois** (aux

Grandes Ventes) et **Quibel** (à Pissy-Poville), le quadragénaire peut désormais livrer ses créations dans toute la France.

Du mobilier « éthique » à base de bois français

Cette nouvelle étape du développement d'Otôk Tône ne signifie pas un renoncement aux valeurs qui animent son fondateur. Sa volonté de proposer du mobilier avec **du bois local et qualitatif** est toujours là.

Animé par « une éthique », le Rouennais veut depuis le départ proposer une alternative au mobilier urbain conçu à base de bois exotique, réputé plus résistant.

Problème : « [Le bois] vient de forêts primaires à l'autre bout de la planète, fait-il remarquer. Ce n'est pas très écologique et on a souvent du mal à tracer correctement son origine. » Alors, Maxime continue de faire confiance à la filière « très expérimentée » française.

S'il ne se fournit plus exclusivement en Normandie comme à ses débuts, le passionné de bois tient à continuer de travailler exclusivement avec **des scieries françaises**. Et si sa nouvelle gamme parvient à séduire les particuliers, il n'exclut pas de mettre au point de nouvelles séries de mobilier pour continuer de grandir.

Infos pratiques

Pour découvrir les produits d'Otôk Tône sur le site internet de la marque, cliquez [ici](#). Contact : 02 78 77 65 98.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées

Benoît MARIN-CURTOUD

5-6 minutes

Un comité de soutien avait suivi l'audience le 10 mars dernier quand Mohamed S., livreur à vélo, et Ulriche T., apprenti, ont contesté leur OQTF. Le tribunal administratif leur a réservé un sort différent.



Les deux jeunes hommes contestaient leurs OQTF devant le tribunal administratif de Rouen. - Photo Paris-Normandie



Par [Benoît MARIN-CURTOUD](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 20h22 Temps de lecture: 2 min

L'un est Camerounais âgé de 19 ans, suivi lors de sa minorité par l'aide sociale à l'enfance, l'autre est livreur à vélo guinéen, au départ d'un collectif et soutenu par la CGT et Médecins du monde. Les deux se sont vu prononcer [une obligation de quitter le territoire français \(OQTF\)](#), les deux l'ont contestée le 10 mars dernier devant le tribunal administratif et si le premier a obtenu d'avoir un titre de séjour grâce à un récent jugement, le second n'a pas été entendu par la juridiction.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Premier cas, celui d'Ulriche T., Camerounais de 19 ans, qui vient d'avoir son CAP plomberie et qui a hérité, à sa sortie de sa période de protection par l'aide sociale à l'enfance en raison de sa minorité, d'une OQTF.

« Le requérant, qui a obtenu de très bons résultats durant sa poursuite d'études, présente une insertion favorable dans la société française comme en attestent les notes sociales jointes. Il est orphelin de père et de mère. Il résulte de l'ensemble de ces éléments que c'est au prix d'une erreur manifeste d'appréciation que le préfet de la Seine-Maritime a refusé de lui délivrer le titre » de séjour qu'il réclamait, note [le tribunal administratif](#) dans une décision rendue le 23 mars qui annule l'OQTF.

OQTF confirmée pour le livreur à vélo

Résultat : *« Il est enjoint au préfet territorialement compétent de délivrer à [Ulriche T., NDLR] une carte de séjour portant la mention « salarié » dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement. »*

Autre cas, celui de Mohamed S., livreur à vélo guinéen (qui a cofondé l'association de soutien et d'accompagnement des livreurs de Rouen), fortement soutenu par la CGT et Médecins du monde.

À la suite d'un contrôle, il s'est vu notifier une OQTF en avril 2025. « *Il est entré en France en 2020, n'a plus de famille en Guinée : pour travailler, il s'est déclaré autoentrepreneur. La préfecture a commis une erreur manifeste d'appréciation* », espérait son conseil Me Verilhac.

Ce n'est pas ce qu'a jugé le tribunal administratif qui a constaté que le jeune homme n'avait jamais fait de demande de titre de séjour avant de recevoir l'OQTF qu'il a contesté. Cette seule circonstance invalide toutes les demandes du jeune homme qui contestait aussi son interdiction du territoire pendant une durée d'un an.

Lire aussi



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)





[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéooverbalisation ?](#)



[Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ?](#)





Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures



Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées



À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries





Video

[En Normandie, l'emploi des cadres recule encore \(mais il y a des raisons d'espérer\)](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures

Paris Normandie

4-5 minutes

Jugés les 17 et 18 mars 2026 pour des vols de voitures perpétrés grâce à des fuites de données, cinq des six prévenus ont été condamnés, dont trois à la prison ferme.



À Rouen, six hommes âgés de 20 à 22 ans étaient jugés, mardi 17 et mercredi 18 mars 2026, dont un était absent. - Dessin : William Brodrick pour Paris Normandie.



Par la rédaction

Publié: 2 Avril 2026 à 21h13 Temps de lecture: 1 min

Les 17 et 18 mars derniers, six hommes ont été [jugés pour des vols de voitures](#), commis entre mars 2023 et avril 2024. Ils avaient exploité une fuite de données chez [Stellantis](#) (Peugeot, Citroën, Fiat, Opel...) afin de créer de nouvelles clés de démarrage.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les six hommes repéraient une voiture, dans la métropole de Rouen puis, à partir de ses données techniques, ils généraient une nouvelle « clé ». Ils pouvaient ainsi déverrouiller et faire démarrer la voiture. Ils remplaçaient, par la suite, les plaques d'immatriculations.

Le tribunal de Rouen a suivi, globalement, les réquisitions du procureur dans son jugement rendu le 2 avril et condamné cinq des six hommes poursuivis. Le plus impliqué écope de cinq ans de prison dont trois ans ferme et deux ans de sursis avec l'obligation de trouver un emploi, d'indemniser les victimes et de verser les sommes dues au Trésor Public et l'interdiction d'entrer en contact avec les coauteurs. Il a également interdiction de détenir ou porter une arme pendant cinq ans.

Le second est condamné à trois ans de prison dont dix-huit mois de sursis avec l'obligation de travail, d'indemniser les victimes et l'interdiction d'entrer en contact avec les coauteurs. Un troisième est reconnu coupable et condamné à vingt mois de prison dont douze mois de sursis avec l'obligation de travail et d'indemniser les victimes.

Parmi les trois autres prévenus : l'un est relaxé, un écope de douze mois de prison avec sursis et le dernier est condamné à 5000€ d'amende

Lire aussi





[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ?](#)





Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



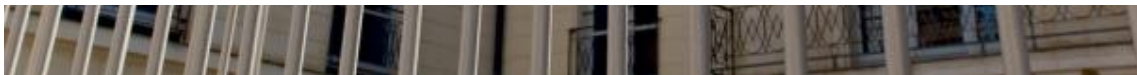


Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ?



Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures





Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées



À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries



Video

En Normandie, l'emploi des cadres recule encore (mais il y a des raisons d'espérer)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Kassandra, prostituée étranglée et brûlée près de Rouen : un suspect mis en examen quatorze ans après

Paris Normandie

8–10 minutes

Quatorze ans après le meurtre de Kassandra, prostituée transgenre de 39 ans retrouvée en partie dénudée et calcinée en forêt de Roumare, un suspect a été interpellé. Mis en examen pour meurtre, il a été écroué.



Le 4 novembre 2012, Kassandra, avait été découverte morte par un chasseur en bordure de forêt de Roumare, à quelques kilomètres de Rouen. - Photo d'archives : DR/Paris Normandie





Par la rédaction

Publié: 2 Avril 2026 à 11h05 Temps de lecture: 1 min

Quatorze ans après le meurtre de Kassandra, brûlée en forêt de Roumare, [à Saint-Martin-de-Boscherville](#), le parquet du [Pôle des crimes sériels ou non élucidés](#) (PCSNE) du tribunal judiciaire de Nanterre annonce qu'un suspect a été interpellé le 31 mars et qu'il a été écroué pour meurtre jeudi 2 avril 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'homme de 44 ans a été déféré jeudi matin. « *Il a été mis en examen ce jour du chef de meurtre et placé en détention provisoire* », explique le PCSNE.

Son ADN a été retrouvé sur les bottes de la victime, prostituée transgenre péruvienne de 39 ans, grâce à de nouveaux prélèvements ordonnés dans le cadre de la réouverture du dossier en 2023. C'est à l'été 2025 que son empreinte génétique finit par « matcher » avec celle du suspect, interpellé pour infraction en rapport avec des stupéfiants. « *C'était un client qui avait l'habitude de ce genre de relations sexuelles mais il n'est pas établi qu'il était un client régulier de la personne décédée* », détaille-t-on.

Trahi par son ADN et par un délit mineur

Pourquoi autant d'attente entre le crime et l'interpellation ? Si la trace ADN retrouvée sur la scène de crime a été prélevée immédiatement après la découverte des faits il y a 14 ans, l'ADN du suspect n'était pas encore dans le fichier national des empreintes génétiques et donc, a fortiori, dans les « traces non résolues » de ce fichier. La réouverture du dossier en juillet 2023 a permis de réutiliser cette trace

ADN.

C'est dans le FNAEG, une banque de données, que les ADN retrouvés sur les scènes de crimes et délits récentes sont comparées. Récemment, le mis en cause a été impliqué dans un délit mineur – une infraction à la législation sur les stupéfiants selon le pôle national des crimes sériels non élucidés (PCSNE) – et son ADN a été retrouvé, comparé, identifié et relié à la scène de crime de la forêt de Roumare.

Selon [Le Parisien](#) et des sources proches de l'enquête, il a reconnu être un client régulier des prostituées transsexuelles depuis une quinzaine d'années. Il vit et travaille aujourd'hui à Paris mais sa famille réside près de Rouen. L'homme travaillait à Rouen dans la restauration, ainsi qu'en région parisienne où il avait déménagé.

Trou de mémoire et suspects encore recherchés

Sur les faits en eux-mêmes, il invoque un « *trou de mémoire* » tout en expliquant avoir été forcé par d'autres personnes à transporter le corps de la victime sur la scène de crime.

L'enquête n'est donc pas terminée puisqu'il faudra aux gendarmes de la section de recherches de Rouen, qui ont mené la garde à vue du mis en cause avant de le remettre aux autorités judiciaires en vue d'un déferrement, d'établir s'il y a – comme l'indique le suspect – d'autres personnes impliquées dans la mort de Kassandra et déterminer le degré de responsabilité de chacun.





La victime, Kassandra, de son nom d'état civil Frantz Flores Zapata, avait été découverte décédée en forêt de Roumare. - Photo DR

L'enquête a aussi été appuyée par la cellule DIANE de la gendarmerie. Cette division des affaires non élucidées – les « cold cases » – rassemble les compétences criminalistiques de l'institut de recherche criminelle (IRCGN) et les capacités d'investigation et d'analyse du service central de renseignement criminel (SCRC).

Le 4 novembre 2012, Kassandra, avait été découverte morte par un chasseur en bordure de forêt de Roumare, à quelques kilomètres de Rouen. Selon une amie, elle avait discuté avec le conducteur d'un Renault Express vers 4 h 30, mais ni les images de vidéosurveillance ni la technique de l'époque n'avaient pu aider.

Un Péruvien dont le corps avait été retrouvé en forêt de Roumare

L'autopsie avait révélé que sa mort était due à une asphyxie par strangulation et que des brûlures avaient été infligées par la suite.

L'affaire avait été très suivie en 2014-2016, notamment par la communauté péruvienne et les autres transsexuelles prostituées.

De son nom d'état civil Walter Frantz Flores Zapata, la personne décédée avait été retrouvée en bordure d'un chemin forestier au lieu-dit Le Génétay. Brûlée au niveau du thorax, la victime, partiellement dénudée, portait des bottes, un string et un petit top. L'autopsie pratiquée à l'Institut médico-légal de Rouen avait révélé qu'elle était

morte par asphyxie, quelques heures avant la macabre découverte.

Un tatouage a permis son identification

C'est une sirène tatouée sur la cuisse qui a permis de l'identifier. Les investigations menées par la Section de recherches et la compagnie de Rouen ont rapidement permis d'établir que Walter Frantz Flores Zapata, 39 ans, était prostitué. Kassandra – c'est ainsi que l'appelaient ses clients et ses amis – travaillait depuis plusieurs années sur les boulevards rouennais, entre la gare et la place du Boulingrin. Le travesti d'origine péruvienne vendait ses charmes depuis 2004.

D'après les témoignages d'amis et collègues de travail recueillis au moment des faits, une trentaine de travestis, tous sud-américains, arpentaient à cette époque les trottoirs des boulevards rouennais qui encerclent le centre-ville.

Elle avait choisi l'Europe pour aider sa famille

Les gendarmes ont auditionné une cinquantaine de personnes. Kassandra vivait rue Sainte-Claire, dans le quartier Saint-Hilaire, dans une maison divisée en plusieurs appartements, dont certains étaient occupés par d'autres prostitués. Selon eux, Kassandra travaillait beaucoup et effectuait jusqu'à cinq ou six « passes » quotidiennes. Elle rencontrait ses clients dans la rue ou sur internet.

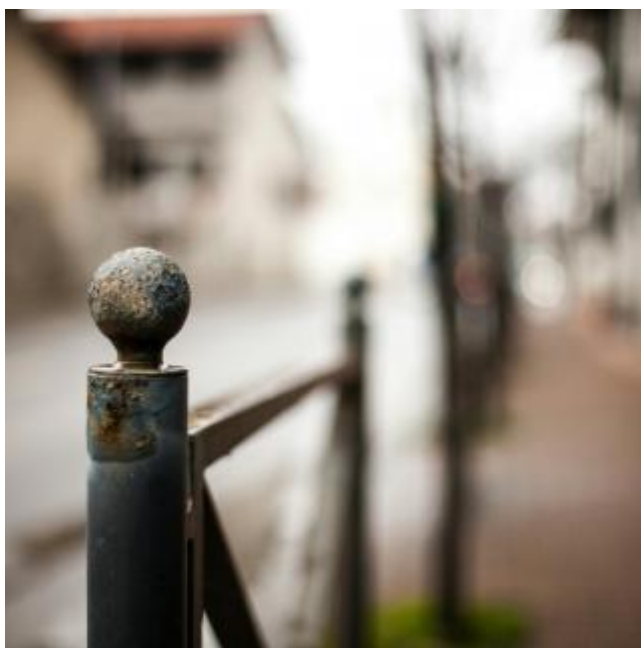
Styliste et coiffeur de formation, la victime s'était convertie au travestissement à Lima dans les années 90. Elle avait choisi l'Europe et la France pour gagner sa vie et aider financièrement sa famille. C'est sa sœur qui est venue chercher son cadavre en février 2015 pour le ramener dans son pays natal. Le Pérou a pris en charge les frais de rapatriement.

Côté enquête, l'instruction judiciaire ouverte le 12 novembre 2012 à

Rouen avait été close par un non-lieu le 9 novembre 2015, faute de suspect et même si plusieurs personnes avaient été placées en garde à vue à l'époque. L'identification de la trace ADN sur la botte de la victime a permis l'ouverture d'une autre information judiciaire le 9 octobre 2025.

« La police scientifique et les profils ADN en base pourraient permettre aux enquêteurs d'aboutir un jour à l'arrestation d'un (ou de plusieurs) suspect(s) », détaillait en 2015 une enquête de *Paris Normandie*. Prémonitoire, il expliquait que « contrairement aux criminels, les enquêteurs disposent d'un atout maître : le temps ». Prémonitoire.

Lire aussi



[Agresions sexuelles présumées à Louviers : que se passe-t-il dans les rues ?](#)





[Accident : une voiture sur le toit le long de la Sud III au Grand-Quevilly](#)



[Réforme judiciaire : grève des avocats aussi dans l'Eure](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

À Torcy-le-Grand, deux voix d'écart et un recours : l'élection municipale qui divise le village

Sylvie Macquet

5-6 minutes

Battu, le maire sortant, Laurent Servais-Picord, a saisi le tribunal administratif le 25 mars dernier alors qu'il était encore officiellement en fonction, estimant que le scrutin a été faussé par une campagne qu'il juge diffamatoire.



Laurent Servais-Picord a saisi le tribunal administratif - Photo Paris Normandie





Par Sylvie Macquet

Publié: 2 Avril 2026 à 12h28 Temps de lecture: 2 min

L'issue des dernières élections municipales, jouées à deux voix près, continue de faire des remous. « *J'ai ressenti de l'amertume, mais surtout de l'indignation. Mon élection m'a été volée* », affirme Laurent Servais-Picord. L'ancien édile dénonce la diffusion répétée de fausses informations, notamment via une gazette distribuée dans la commune depuis janvier 2025 et signée, dans son dernier numéro, par la tête de liste adverse, François Dubos.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Il conteste en particulier plusieurs accusations portant sur sa gestion et ses biens personnels. Il évoque notamment la diffusion d'un plan de ses terrains l'accusant d'avoir labouré un chemin communal pour y semer du maïs ainsi que la circulation d'une vue aérienne de sa propriété affirmant qu'une construction aurait été réalisée sans permis. « *Tout cela est faux et je peux le prouver* », assure l'ancien élu.

Des intrusions graves

Sur le plan financier, il réfute également toute dérive affirmant que la commune disposait d'environ 200 000 euros en caisse au 1er janvier dernier et que les emprunts engagés sont compensés par les loyers issus des commerces créés.

Laurent Servais-Picord dénonce également des faits qu'il juge graves, comme des intrusions à plusieurs reprises dans le secrétariat de la mairie afin de consulter et diffuser des documents internes. Il évoque aussi des accès non autorisés à la cantine scolaire où des photographies auraient été prises en dehors de la présence du

personnel. « *Depuis un an, je subis aussi des attaques personnelles et reçois des courriers anonymes. C'est intolérable dans une campagne électorale* » ajoute le plaignant.

Un scrutin annulé ?

À travers cette procédure, l'ancien maire entend dénoncer des agissements qui, selon lui, ont pu influencer les électeurs dans un contexte particulièrement serré. Une analyse partagée par son avocat qui rappelle que deux conditions principales peuvent conduire à l'annulation d'un scrutin : un écart de voix très faible, en l'occurrence deux suffrages, et la diffusion d'informations de nature à altérer la sincérité du vote. Estimant réunir ces éléments, Laurent Servais-Picord indique avoir transmis au procureur l'ensemble des pièces en sa possession. Il appartient désormais à la justice de déterminer les suites à donner à cette affaire.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)





[Quel est le parcours de la marche solidaire Oxfam 2026 prévue autour de Dieppe début juillet ?](#)



[À Veules-les-Roses, la nouvelle édition de la fête du cresson va animer le dimanche de Pâques](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe



[Pour quelles raisons les policiers de Dieppe sont intervenus à la sortie du lycée Ango ?](#)



[École morte à Richard Simon à Dieppe afin de protester contre la fermeture d'une classe](#)





[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)



[Carburant. À Dieppe et dans sa région, les stations Total plébiscitées par les automobilistes](#)





[Près de Dieppe, un nouvel organisateur pour les 10 kilomètres de Belleville-sur-Mer](#)



[À Torcy-le-Grand, deux voix d'écart et un recours : l'élection municipale qui divise le village](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Affaire des prothèses mammaires : le CHU de Rouen condamné pour manque d'informations

Mélanie Bourdon

4-5 minutes

Une patiente du CHU poursuivait l'établissement pour un manque d'informations lors de la pose de prothèses Allergan, en remplacement des prothèses PIP, toutes deux jugées dangereuses.



La patiente a reçu, deux fois, des prothèses aujourd'hui jugées dangereuses. - AFP



Par [Mélanie Bourdon](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 17h01 Temps de lecture: 1 min

La décision a été rendue le 26 mars, le CHU de Rouen devra verser 15 927,80 euros à une ancienne patiente. L'affaire, présentée devant le tribunal administratif le [13 mars dernier](#), opposait une femme de 60 ans ayant subi deux poses de prothèses mammaires au centre hospitalier universitaire de Rouen qui l'avait opéré. Elle réclamait près de 200 000€ pour manque d'informations.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Tout débute en 2007, lorsque cette patiente décide de se faire poser des prothèses, pour des raisons esthétiques. Malheureusement, elle reçoit des prothèses PIP. Suite au scandale qui éclabousse l'entreprise qui les produit, la haute autorité de santé préconise leurs remplacements car le risque de rupture et de complication pour les femmes porteuses est élevé.

Santé mentale et physique

En 2012, la patiente est réopérée. Elle reçoit des prothèses mammaires macrotexturées Allergan. Sauf que des alertes avaient déjà été émises à l'encontre de ces prothèses. En 2019, un nouveau scandale sanitaire éclate. Ces implants pourraient provoquer une forme rare mais extrêmement grave de cancer, le lymphome anaplasique à grandes cellules (ALCL).

Cette fois-ci la Haute autorité de santé préconise seulement un suivi, compte tenu du risque faible. Mais être exposée, deux fois de suite, à des prothèses potentiellement dangereuses a affecté la santé mentale et physique de la patiente qui reprochait au CHU un manque d'informations en amont de la seconde pose.

Le tribunal administratif de Rouen lui a donné raison et a condamné le

CHU.

Lire aussi



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3 au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ?](#)





[Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Château, chasse aux œufs, modélisme... Que faire le week-end du 3](#)

[au 5 avril à Rouen ?](#)



[Rouen. PV dressés, rues ciblées... Un an après, quel bilan pour la vidéo verbalisation ?](#)



[Rouen : cinq hommes condamnés pour de multiples vols de voitures](#)





Rouen : le tribunal administratif tranche dans deux cas d'OQTF contestées



À Rouen, les livreurs à vélo se battent pour un local où se soigner et recharger les batteries



Video

[En Normandie, l'emploi des cadres recule encore \(mais il y a des raisons d'espérer\)](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

france3-regions.franceinfo.fr

14 ans après le meurtre de Cassandra, prostituée transgenre retrouvée étranglée et brûlée près de Rouen, la ju

Manon Loubet

3-4 minutes

14 ans après le meurtre de Cassandra, une prostituée transgenre âgée de 39 ans retrouvée étranglée et calcinée en forêt de Roumare, près de Rouen (Seine-Maritime), un suspect a été interpellé le 31 mars 2026. Détails.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Selon les informations du [Parisien](#), qui nous ont été confirmées par le parquet du pôle des crimes sériels ou non élucidés (PCSNE) du tribunal judiciaire de Nanterre, un homme de 44 ans a été interpellé et placé en garde à vue, le 31 mars, à Paris, par les gendarmes de la section de recherches (SR) de Rouen et de la Division des affaires non élucidées (Diane).

Le parquet nous indique qu'il a été déféré, ce jeudi 2 avril 2026, *"en vue de sa mise en examen"* pour le meurtre de Cassandra, prostituée transgenre d'origine péruvienne retrouvée étranglée, aspergée d'essence et partiellement calcinée près de Rouen, il y a 14 ans, le 4 novembre 2012.

De nouvelles expertises génétiques avaient été ordonnées par le parquet du pôle des crimes sériels ou non élucidés pour retrouver le meurtrier de Cassandra. Une information judiciaire du chef de meurtre a été ouverte en octobre 2025.

Selon le [Parisien](#), sur les faits, l'homme, qui vit aujourd'hui à Paris mais a de la famille à Rouen, a invoqué *"un trou de mémoire"* tout en expliquant avoir été forcé par d'autres personnes à transporter le corps de la victime sur la scène de crime.

Les investigations se poursuivent pour retrouver de potentiels complices.

Pour rappel, l'affaire avait été classée en 2015. *"Plusieurs personnes, clients ou proches de la victime, ont été placées en garde à vue"*, rappelle le parquet de Nanterre. L'autopsie avait révélé que la mort était due à une asphyxie par strangulation. Mais le meurtrier de Cassandra demeurait introuvable.

Quatre ans après sa mort, une autre personne transgenre péruvienne avait été tuée par balle à Rouen. Le meurtrier avait lui été retrouvé et condamné à 30 ans de réclusion criminelle. Mais aucun lien n'est établi avec l'affaire Cassandra. En 2015, le juge d'instruction avait fini par prononcer un non-lieu.

actu.fr

Une prostituée transgenre tuée et brûlée près de Rouen : 14 ans après les faits, un homme est mis en examen

Mathieu Charré

~3 minutes

Le 4 novembre 2012 était retrouvé un corps dans une forêt près de Rouen. Quatorze ans après, une enquête a permis la mise en examen d'un homme, placé en détention. Précisions.

Sur le même thème

[Justice](#)

[Meurtre](#)



14 ans après que le corps de Kassandra a été découvert près de

Rouen, un homme a été mis en examen. (©OK/actu Paris)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 2 avr. 2026 à 19h13

C'était un « cold case », ou affaire non élucidée, bien connu de [Rouen](#). Le 4 novembre 2012, **un corps en partie brûlé** était retrouvé à Saint-Martin-de-Boscherville, dans la forêt de Roumare. Rapidement identifiée, la victime s'avérait être une prostituée transgenre péruvienne de 39 ans, surnommée *Kassandra*.

Une enquête relancée en 2023

L'autopsie permettait de révéler que Walter Zapata Flores, la victime, était **morte par asphyxie** avant d'être brûlée avec un carburant. Si une information judiciaire avait rapidement été ouverte, elle n'avait pas permis d'identifier un ou des coupables, débouchant sur **un non-lieu en novembre 2015**, trois ans après les faits.

Mais à Nanterre, le **Pôle national des crimes sériels ou non élucidés**, ou PCSNE, a décidé d'ouvrir une nouvelle enquête préliminaire en 2023. Dans un communiqué publié ce jeudi 2 avril 2026, le procureur de la République du Tribunal judiciaire de Nanterre annonce que ces investigations, conduites avec l'appui de la division des affaires non élucidées de la gendarmerie, ont avancé.

Dans le cadre de cette enquête, « un profil ADN masculin était révélé ». Celui-ci a été rapproché d'un individu « interpellé en juin 2025 pour une infraction à la législation sur les stupéfiants ». C'est cet homme, aujourd'hui âgé de 44 ans et jamais condamné, qui a été placé en garde à vue mardi 31 mars. « Il a été **mis en examen** ce jour (jeudi 2 avril) du chef de meurtre et **placé en détention provisoire** », communique le ministère.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans : les parlementaires mettent la loi en péril

Mickael Tassart

3–4 minutes

Entre fermeté présidentielle et désaccords politiques, l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans s'enlise dans les débats parlementaires. Au risque de retarder une réponse pourtant jugée urgente face aux dangers encourus par les adolescents.



Publié: 2 Avril 2026 à 19h35 Temps de lecture: 2 min

Nos adolescents auront-ils encore accès aux réseaux sociaux au retour des vacances d'été ? Malgré la volonté et la fermeté affichées par Emmanuel Macron – qui connaît, [au travers de la fausse rumeur sur le genre de son épouse](#), la face la plus sombre des réseaux sociaux – la proposition de loi visant à les interdire aux adolescents pourrait ne pas survivre à la partie de ping-pong parlementaire que se livrent l'Assemblée nationale et le Sénat.

Avec accord parental ?

On a connu le Sénat plus sage... Mais cette semaine, [les sénateurs ont mis leur grain de sable](#) dans le texte, préférant « une liste noire »

des réseaux à interdire aux moins de 15 ans au texte initial, qui prévoyait de bannir tous les réseaux sociaux. Les « sages » estiment que certains réseaux pourraient rester accessibles aux moins de 15 ans, avec accord parental.

Les deux chambres se renvoient la balle : une interdiction générale et absolue ferait courir un risque d'inconstitutionnalité, estime le Sénat, tandis que l'Assemblée craint qu'une « liste noire » rende la loi non conforme au droit européen. « Notre boussole, c'est de voter un texte qui protège nos enfants, mais qui soit applicable et opérationnel », se défend Catherine Morin-Desailly, la sénatrice centriste rapporteure du texte.

Mais plus les mois passent, plus l'interdiction des réseaux aux moins de 15 ans en septembre prochain prend du plomb dans l'aile. Il y a pourtant urgence. Les rapports montrant la [dangerosité des réseaux sociaux pour les adolescents se multiplient](#). Amnesty International a ainsi démontré le piège que constitue l'algorithme de TikTok et son influence néfaste sur la santé mentale des jeunes. Malgré les plaintes, la plateforme chinoise continue de nuire à nos enfants en toute impunité. Ça ne peut plus durer ! Maigre avancée toutefois : le Sénat clarifie l'interdiction du téléphone portable au lycée, comme c'est désormais le cas dans les collèges. Avançons ! On parle tout de même de l'avenir d'une génération.

Lire aussi





A portrait of a middle-aged man with short, light-colored hair, wearing black-rimmed glasses, a dark suit, a light blue striped shirt, and a dark tie. He is also wearing a French sash (fascia) with vertical red, white, and blue stripes. He is smiling slightly and looking towards the camera. The background is a blurred French flag with its characteristic red, white, and blue vertical stripes.

[illegible]

3 sur 4

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

actu.fr

Des comptes administratifs sur fond de tensions politiques à Eu

Jérôme Buresi

4-5 minutes

Le conseil municipal d'Eu a examiné les comptes administratifs dans un climat déjà tendu entre l'ancienne et la nouvelle majorité.

Sur le même thème

[Instagram](#)

[Michel Barbier](#)

[Villes Soeurs](#)

Article réservé aux abonnés



Le nouveau conseil municipal de la ville d'Eu après les élections de mars 2026. ©L'Informateur

Par [Jérôme Buresi](#) Publié le 2 avr. 2026 à 20h36

Les échanges ont déjà été tendus pour cette nouvelle mandature à [Eu](#), en **Seine-Maritime**.

Le conseil municipal était réuni pour un exercice particulier : le vote des comptes administratifs. Ils ont été présentés par Hervé Adam, le nouveau premier adjoint au maire, face à l'ancien maire, Michel Barbier, dorénavant élu de l'opposition.

Michel Barbier a parlé d'une « **gestion rigoureuse** » de son équipe municipale... Le nouveau maire, **Robin Devogelaere** lui a répondu.

On pourra en retenir la poursuite de la **réduction de l'endettement de la ville**. Les principaux **investissements** ont concerné le début des études pour la restauration de la mise au tombeau de la collégiale, la végétalisation de la cour de l'école Primevère et l'achat de matériels.

« Une gestion rigoureuse »

Michel Barbier a donc parlé d'une « gestion rigoureuse » de son équipe municipale. « Ces comptes présentent des éléments globalement positifs mais également certaines contraintes importantes ».

L'ancien maire a précisé : « La commune fait face à une **diminution de ses recettes** en raison du désengagement de l'État. Les charges de personnel sont en hausse, malgré une diminution du nombre d'agents, principalement en raison d'une augmentation des cotisations sociales. La ville dispose d'un patrimoine important, coûteux à entretenir, tout en disposant de ressources limitées ».

Les capacités d'autofinancement sont en baisse, ce qui s'explique, selon Michel Barbier, par la baisse des recettes.

« La commune a su maîtriser ses dépenses malgré un contexte compliqué. Mais la situation devient de plus en plus difficile à gérer. Pendant la campagne, nous l'avons crié haut et fort, choisissant la transparence. Nul ne peut prétendre découvrir cette réalité ni en contester l'existence ».

Sa conclusion a pu apparaître comme un défi à la nouvelle majorité municipale.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

La vraie question maintenant, c'est de savoir si vous arriverez à faire mieux avec encore moins de moyens.

« Une ville à réparer »

Robin Devogelaere a répondu qu'il avait bientôt rendez-vous avec le percepteur du Trésor public « afin de vérifier l'ensemble du budget. Nous en ferons le point bientôt ». Concernant l'avenir, il a rétorqué : « Force est de constater que ce n'est pas uniquement une ville qu'il faut réparer mais également un budget ».

Des conseillers municipaux délégués

Une autre annonce faite par le maire lors de son conseil municipal est la désignation de neuf conseillers municipaux délégués. L'ensemble des délégations sera communiqué ultérieurement.

Il s'agit de Philippe Ducroix, Sandra Lafolie, Ludovic Pade, Christophe Castelot, Anthéa Dieppoï, Jenny Ferment, Yves Boinet, Virginie Cuffel et Alain Le Du.

Le compte Instagram

Anne Dujancourt, conseillère municipale d'opposition, a finalement interrogé le maire sur [le compte Instagram de la ville](#), s'étonnant de la disparition de tous les événements de ces dernières années.

Le maire a parlé de la création d'un nouveau compte, mais a précisé que « l'ensemble des anciennes photos est sauvegardé. Il y a une nouvelle stratégie de communication. Nous allons avoir un compte qui sera encore plus beau que le premier ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

"On veut répondre à une demande d'offre de soins": un nouveau pôle de santé dans le quartier Luciline à Rouen

Bradley de Souza

5-6 minutes



Bradley de Souza

Publié le vendredi 3 avril 2026 à 4:00

Vingt professionnels médicaux et paramédicaux ont pris leur quartier depuis ce lundi 30 mars 2026 dans le pôle de santé à Luciline à Rouen. Des kinés, des médecins généralistes, des psychologues, des ophtalmologues, des infirmiers mais également des pédiatres.

Le quartier Luciline à Rouen s'étoffe avec un nouveau [pôle de santé](#) au 4 rue Charlotte Perriand. Il est opérationnel depuis ce lundi 30 mars 2026 et compte vingt professionnels de santé : *"Des kinés, une sage-femme, des infirmiers, des ophtalmologues, des pédiatres, un psychiatre, une orthophoniste, une psychomotricienne, un pédicure-podologue, deux médecins généralistes et un diététicien"*, détaille Simon Joudou, kinésithérapeute et l'un des pilotes de ce projet qu'il mûrit depuis plusieurs années.

"Quand je me suis installé dans le quartier il y a six, sept ans, il n'y avait que deux kinés, deux infirmiers, un cabinet dentaire et orthodontiste. Il n'y avait rien d'autre et c'est à un moment où le

quartier était en train de se monter. Il y avait une population qui était en demande et on a tenté de répondre à cette demande", poursuit Simon Joudou. Comme lui, les autres professionnels de santé ont commencé à accueillir leurs patients dès ce lundi. *"On a le sentiment d'avoir fait un endroit chaleureux",* renchérit-il en souriant.

Un pôle sur un axe important du quartier ouest

Ce pôle de santé doit répondre non seulement à une demande, mais il va aussi drainer au-delà du quartier Luciline. *"J'ai des patients qui arrivent de Mont-Saint-Aignan, même du Mesnil-Esnard",* ajoute avec le sourire Margaux Fournier, l'une des deux médecins généralistes de ce pôle. *"J'ai beaucoup de patients qui me disent qu'ils n'ont pas de médecin traitant depuis plusieurs mois, voire années, et du coup c'est une chance d'avoir un pôle pour eux."*

"De base, l'idée de ce pôle était une idée de pôle dans le quartier Luciline, mais le désert au niveau de l'offre de soins est tel que les gens sont prêts à faire une vingtaine de kilomètres pour venir ici. On n'est pas très loin du [pont Flaubert](#), qui en fait avec ces aménagements a fluidifié le trafic entre la rive gauche et la rive droite. On est un carrefour même avec les lignes de bus TEOR, donc finalement là où on voulait être un pôle de quartier, dans la réalité des choses ce n'est pas possible puisque l'on est plutôt bien situé", reprend Simon Joudou.

Ce modèle de pôle de santé est loin d'être nouveau et se développe de plus en plus. Il correspond aussi à cette nouvelle manière d'exercer des professionnels de santé. *"Je trouve que c'est une véritable aventure humaine. On se complète tous et vraiment bien. Je trouve que c'est riche en professions et pour moi c'est l'aventure humaine qui m'a poussée à me lancer dans ce projet. Être en groupe, c'est une force pour nous",* conclut Éléa Mirguet, la sage-femme de ce cabinet qui a travaillé dix ans en tant que salariée à la clinique Mathilde. Et les

professionnels de santé d'insister : il faut **prendre rendez-vous** avant de vous rendre au pôle.

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Depuis un peu plus d'un mois, le pôle de santé de Saint-Ouen-de-Thouberville dans l'Eure accueille ses premiers patients. Une dizaine de professionnels paramédicaux comme des kinés, une ostéopathe mais aussi des infirmiers libéraux ont décidé de s'installer dans cette structure.

Le 15/09/2025 à 07:36

- À Rouen, les étudiants en santé devraient bientôt avoir un accès plus direct à des médecins généralistes. Le doyen de l'UFR de Santé veut créer une maison médicale en médecine générale pour les 9.500 étudiants du campus, avec l'objectif qu'elle puisse ouvrir à l'automne 2026.

Le 02/02/2026 à 19:25

- Le CHU de Rouen ouvre des créneaux de réservation pour des soins dentaires. Ils se dérouleront dans le bâtiment O+, rue Marie Curie, mais il ne s'agira que de soins courants, effectués par des étudiants en odontologie.

Le 05/12/2025 à 10:29

- L'agence régionale de santé en Normandie a procédé à des réquisitions face à la grève des médecins libéraux qui doit se terminer ce jeudi 15 janvier 2026. À Rouen, la clinique de l'Europe a dû annuler l'essentiel de son activité programmée.

Le 14/01/2026 à 11:05

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

actu.fr

La cheffe du service cardiologie du CHU de Rouen Hélène Eltchaninoff distingu  e par un prestigieux prix

Adrien Filoche

3-4 minutes

Hélène Eltchaninoff, cheffe du service cardiologie du CHU de Rouen et ancienne adjointe d'Alain Cribier a reçu un prestigieux prix le mercredi 1er avril 2026. Précisions.



Hélène Eltchaninoff, cheffe du service cardiologie du CHU de Rouen et ancienne adjointe d'Alain Cribier a reçu un prestigieux prix le mercredi 1er avril 2026. (ÉCHU de Rouen)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 2 avr. 2026 à 12h32

Un prix qui récompense des années de travail au service de la médecine. Le mercredi 1^{er} avril 2026, Hélène Eltchaninoff, la cheffe du service cardiologie du [CHU de Rouen](#), a reçu au palais de l'Institut de France le **prix Danièle Hermann**. Cette cérémonie, organisée par la Fondation Recherche Cardio-Vasculaire de l'Institut de France, vient mettre en lumière la carrière d'un chercheur reconnu dans le domaine des maladies cardiovasculaires. Une enveloppe de 30 000 euros accompagne ce prix.

« Un grand honneur »

L'ancienne adjointe de l'émérite médecin-chercheur Alain Cribier est aujourd'hui reconnue pour son implication majeure dans le traitement percutané des valvulopathies, notamment grâce à sa participation à la première implantation percutanée de valve aortique (**TAVI**) en 2002. Cette **procédure novatrice** permet de remplacer une valve aortique défaillante sans ouvrir le thorax et sans chirurgie à cœur ouvert.

« J'ai été extrêmement heureuse de recevoir ce prix témoignant de la **reconnaissance de mon travail** par une institution prestigieuse et **des scientifiques de renom**. Poursuivre des travaux de recherche dans la thématique initiée par Alain Cribier et en être récompensée est un grand honneur », a indiqué la Professeur dans un communiqué transmis par la Fondation Recherche Cardio-Vasculaire de l'Institut de France.

Le parcours d'Hélène Eltchaninoff, façonné par l'innovation, la rigueur scientifique et l'esprit d'équipe, l'a conduite à créer un écosystème de recherche sur les valvulopathies.

Depuis 2025, Hélène Eltchaninoff est **présidente de la société française de cardiologie** mais également directrice médicale de l'institut Alain Cribier. Cette structure poursuit l'objectif de faire de Rouen un pôle international en cardiologie, dans la continuité des

travaux engagés par Alain Cribier.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Qui veut inscrire son enfant dans cette école de Seine-Maritime pour éviter une fermeture de classe ?

Matthias Chaventré

5-7 minutes

La menace de fermeture d'une classe dans cette école primaire de Seine-Maritime mobilise des parents, en ce début du mois d'avril 2026. Aujourd'hui, l'établissement compte six classes et un enseignement de qualité. Ce dernier sera-t-il le même dans des classes de près de trente élèves ?



Les enfants veulent eux aussi que leur école conserve sa sixième classe. - Matthias Chaventré/Paris Normandie



Par [Matthias Chaventré](#)

Publié: 2 Avril 2026 à 11h20 Temps de lecture: 2 min

Mère d'élèves à l'école de [Saint-Léonard](#), près de Fécamp, Stéphanie Larcher y a été elle-même écolière. « *C'est la première fois qu'on voit ça dans la commune. Ça me paraît un peu soudain. Il y a une baisse de natalité à l'échelle nationale, mais on se disait qu'on était quand même à l'abri ici. Il y a des enfants, de l'effectif.* » La nouvelle d'une possible [fermeture de classe](#), venant du rectorat, est tombée comme un coup de massue. Mais aussitôt, des parents se sont mobilisés.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Plus de départs en 6e que d'inscriptions

Jeudi 2 avril 2026, à 8 h 30, ils ont lancé une pétition et les enfants ont rejoint l'école avec « *un retard programmé* ». Déjà, lundi, il y avait eu une journée école-morte. Et, des banderoles ont été installées sur les grands axes de circulation. Cette année, l'école Louis-Philippe-Lange compte six classes pour 134 élèves. Vingt-deux d'entre eux vont partir en 6e à la prochaine rentrée. 126 écoliers sont déjà prévus pour 2026-2027. « *Sachant qu'on a encore eu une ou deux inscriptions la semaine dernière* », précise Nathalie Letellier, adjointe au maire.

« De plus en plus d'enfants ont des difficultés et ont besoin d'un petit suivi. »

Stéphanie Larcher, Mère d'élèves

« *Pour en gros, un enfant manquant par classe* », comme le déplore une mère présente à 8h30, une classe risque de fermer. « *On craint que, si on nous ferme la sixième classe, ça donne des effectifs énormes dans chaque classe* », dénonce Stéphanie Larcher, qui a deux filles en classes élémentaires. « *Pour les enfants qui travaillent bien, ça va aller. Mais de plus en plus d'enfants ont des difficultés et*

ont besoin d'un petit suivi. Et pour les enseignants eux-mêmes, ça va être une charge de travail énorme. »

Le rectorat doit offrir des précisions la semaine prochaine. *« Il nous a bien dit de le prévenir de toute nouvelle inscription d'ici juin 2026. La seule possibilité qui permettrait de revoir cette décision est d'avoir des inscriptions »*, mentionne François Daudruy, le maire.

Un appel du maire aux jeunes parents



De nombreux parents avaient prévu de se retrouver devant l'école jeudi pour faire entendre leurs voix, pour les enfants. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

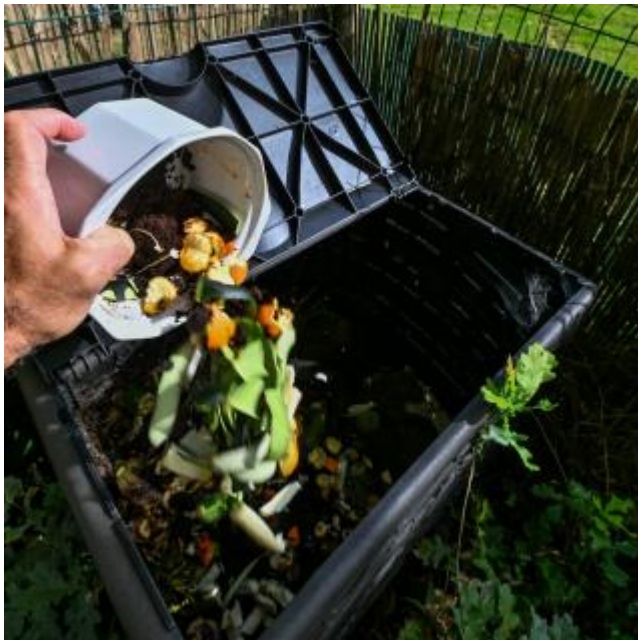
Longtemps, la commune est parvenue à maintenir une stabilité autour de 150 élèves. Les chiffres baissent depuis trois ou quatre ans. Alors, elle tente une opération séduction : les élèves peuvent venir de communes extérieures. Des écoliers déjà présents habitent à Criquebeuf-en-Caux et à Yport. *« Que les jeunes parents qui n'ont pas encore inscrit leurs enfants à l'école viennent à Saint-Léonard. On a une garderie, une cantine, un service de qualité. Et des enseignants*

de qualité ! », offre François Daudruy. La construction prochaine de logements en centre-bourg pourrait-elle peser dans la balance ? De leur côté, les parents d'élèves réfléchissent déjà à d'autres actions.

Lire aussi



[L'US Football Fécamp face à un week-end clé entre Coupe de Normandie et envie de montée](#)



[Tous au compost ! Trois ateliers gratuits pour découvrir le jardinage durable en famille à Fécamp](#)





[Qui veut soutenir Emily, 3 ans, atteinte d'une mutation génétique rare, près de Fécamp ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Léonard \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



[Qui veut inscrire son enfant dans cette école de Seine-Maritime pour éviter une fermeture de classe ?](#)



[L'US Football Fécamp face à un week-end clé entre Coupe de Normandie et envie de montée](#)



[Tous au compost ! Trois ateliers gratuits pour découvrir le jardinage durable en famille à Fécamp](#)





[Qui veut soutenir Emily, 3 ans, atteinte d'une mutation génétique rare, près de Fécamp ?](#)



[À Colleville, Ginou Lebreton fête le 2000e emprunt de son artothèque avec 80 artistes](#)





[L'US Fécamp Handball se relance dans la course au titre avant la réception de Cany-Barville](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Pays de Caux : parents, élèves et profs se mobilisent contre la fermeture d'une classe à la rentrée

Paris Normandie

4-5 minutes

Dans la matinée du jeudi 2 avril 2026, une mobilisation a eu lieu contre la fermeture d'une classe au sein du regroupement pédagogique communal de Normanville – Thiouville.



Parents, élèves et profs se mobilisent contre la fermeture d'une classe à la rentrée prochaine. - DR



Par la rédaction

Publié: 2 Avril 2026 à 14h55 Temps de lecture: 1 min

L'information émanant de l'Éducation Nationale n'a pas ravi les intéressés. Elle concerne la fermeture, pour la rentrée 2026, d'une classe au sein du regroupement pédagogique communal de Normanville – Thiouville.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des classes surchargées

L'effectif actuel de l'école est composé de 78 élèves pour quatre classes. Les prévisions pour la rentrée prochaine seraient de 75 élèves pour trois classes, soit seulement trois élèves en moins.

« Cette fermeture entraînerait plusieurs conséquences qui, pour l'apprentissage des enfants, est loin d'être négligeable », peste [Aurélie Druon](#), adjointe à la mairie de Normanville.

L'élue constate que les trois futures classes de l'école seraient à triple voire quadruple niveau. *« Les CP / CE1 et CE2 seraient au nombre de 27 dans la même classe, sur trois niveaux sachant que cinq enfants disposent d'un dispositif MDPH (pour les personnes en situation de handicap) et que plusieurs sont suivis avec des PAP (plan accompagnement personnalisé) pour des difficultés d'apprentissage. Les CM1 et CM2 seraient également au nombre de 26 avec plusieurs PAP en place, donc la même problématique que les CP / CE1 et CE2. »*

Tentative de recrutement

Pour éviter que la classe ne ferme, élus et enseignants cherchent à faire venir ou revenir des enfants actuellement scolarisés hors de la commune de 650 habitants. *« Si par malchance la décision prise ne*

répond pas à nos attentes, nous ferons le nécessaire afin d'être entendus et faire valoir le droit à un apprentissage sain et non anxiogène pour nos enfants et nos instituteurs », conclut Aurélie Druon.

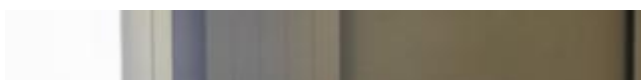
Lire aussi



[« Ça avance bien » : à Vittefleur, les travaux d'aménagements du centre-bourg vont bon train](#)



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)





[« Le mot d'ordre est la participation », rappelle William Guillard, le nouveau maire du Trait](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



Video

[Allouville-Bellefosse : rencontre avec Dominique Lapel, Miss Rayonnante Normandie 2026](#)



Video

[Près de Duclair, des parents d'élèves ont bloqué l'accès d'une école pour la journée](#)



Video

[Yvetot : le chœur Moderato du collège Albert Camus va représenter la France en Autriche](#)



[Pays de Caux : parents, élèves et profs se mobilisent contre la fermeture d'une classe à la rentrée](#)



[« Ça avance bien » : à Vittefleur, les travaux d'aménagements du centre-bourg vont bon train](#)





[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

A Fécamp, une tradition de femmes de marins revisitée par des élèves du lycée maritime

6-7 minutes

Trois classes du lycée maritime de Fécamp participent à une œuvre géante. © Radio France - Amélie Bonté

Diffusé le vendredi 3 avril 2026 à 6:31

Publié le vendredi 3 avril 2026 à 6:31

Les élèves du lycée maritime de Fécamp revisitent une tradition qui veut que les femmes de marins brodent des pulls personnalisés à leurs maris. Depuis trois semaines, élèves, professeurs et un artiste belge conçoivent un pull géant brodé à la main.

Ils ont troqué les filets de pêche et les nœuds marins pour des aiguilles de broderie ! Les élèves du [lycée maritime Anita Conti de Fécamp](#) viennent de participer à **un projet artistique pendant trois semaines : broder un pull géant avec des écussons de marins.**

Tout est parti d'une idée de l'artiste belge qui les accompagne dans ce projet : la tradition veut que les femmes de pêcheurs tricotent des pulls uniques, véritables cartes d'identité en mer. Alors aujourd'hui, les élèves réinventent cette tradition en réalisant un pull ornemental collectif, composé d'écussons brodés. Chacun racontant un lien à l'océan et à leur futur métier de la mer.

Direction l'atelier de ramendage du lycée, c'est là que l'on répare les filets de pêche. Dans le plus grand silence aujourd'hui, **une dizaine**

d'élèves de seconde concentrés, aiguille en mains, est en train de broder sous l'œil attentif de l'artiste belge Stéphane Goldrajch. *"Je trouve que c'est l'étape la plus difficile de coudre l'écusson sur le filet, parce qu'il faut bien gérer la tension du fil. Je regarde un peu ce qu'ils font mais pour dire la vérité je n'ai pas grand-chose à dire, ils se débrouillent vraiment très bien !"*

"Broder, coudre c'est assez méditatif comme travail."

Stéphane Goldrajch vient de Bruxelles, il est en résidence au lycée depuis trois semaines. Avec quarante élèves et deux professeurs, il met en place un projet conçu par le Centre photographique Rouen Normandie : *"j'avais entendu il y a longtemps une histoire où **les femmes des marins faisaient des pulls pour leurs maris pour les identifier**, quand j'ai proposé de faire ça avec les jeunes on m'a dit qu'on avait jamais entendu parler de cette histoire ici ! Par contre on trouvait cette légende assez belle et on a décidé de la mettre en avant."*

"Broder, coudre, c'est assez méditatif comme travail."

Malgré **quelques réticences pour certains**, tous ont finalement mis la main à la pâte comme Candice, 15 ans. *"Je n'étais pas très convaincue mais en fait j'ai bien aimé, c'est apaisant de faire ça et c'est un beau projet avec toute la classe."*

Chaque élève a choisi son écusson et le brode sur le pull géant, ici un sextant qui permet aux marins de se repérer en mer. © Radio France - Amélie Bonté

Un écusson personnalisé pour chaque élève

Sept-cent vingt heures de travail collectif, trois classes sur le projet pour un pull géant de trois mètres de haut. Le tout n'a nécessité que du filet, du fil, des aiguilles, des ciseaux et un peu d'imagination, pour

choisir son écusson. Chaque élève a trouvé le sien en fonction de son futur métier. Celui de Candice représente une frégate de la marine nationale car c'est là, sur les passerelles, qu'elle souhaite travailler plus tard.

Léo, lui, a tout de suite adhéré au projet, ravi d'apprendre de nouvelles choses. *"J'ai vraiment découvert parce que, avant, je ne savais pas du tout broder, l'artiste nous a appris à tout faire. **Mon écusson est un scaphandrier, c'est un peu mon métier de rêve.** Je suis assez fier parce que c'est exposé devant tout le monde et je trouve le dessin réussi !"*

Un projet qui a également nourri l'artiste qui ne connaissait rien au monde de la mer. Une fierté, explique Julien Lambert, l'un des professeurs accompagnant sur le projet. *"C'est aussi valoriser leur pratique, de pouvoir permettre à un autre public de comprendre leur environnement."*

Ce pull géant, plein de couleurs, brodé à la main, est exposé à partir de ce vendredi au lycée maritime Anita Conti de Fécamp.

- [Fécamp](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [mer - océan](#)
- [Lycée](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Les élèves du lycée maritime Anita Conti de Fécamp brodent un pull géant avec des écussons de marins

Le 03/04/2026

Le 03/04/2026

Match 4 des demies-finales des playoffs de hockey sur glace : les Dragons de Rouen se sont-ils réveillés ?

Le 02/04/2026

Comment TotalEnergies, première raffinerie de France, adapte sa production pour tenter de faire baisser les prix

Le 02/04/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La carte scolaire pour la rentrée de septembre 2026 prévoit 48 fermetures de classe dans la Seine-Maritime et 66 dans l'Eure. C'est le cas à l'école Roger Salengro au Grand-Quevilly où une classe est menacée.

Le 31/03/2026

- Quatre listes sont en concurrence à Dieppe pour les élections municipales des 15 et 22 mars prochains. Parmi elles, celle du Rassemblement national, qui, après son succès aux législatives anticipées de 2024, a désormais la mairie comme objectif.

Le 19/01/2026

- Cette année, c'est l'année de la mer : au Havre, se trouve justement l'Ecole Nationale Supérieure Maritime. La ministre de la Transition écologique et de la mer rend visite aux élèves aujourd'hui. Agnès Pannier-Runacher est l'invitée de "ici Normandie" ce lundi.

Le 28/04/2025

- Faut-il renforcer encore plus la sécurité dans les établissements scolaires ? La question se pose après le meurtre d'une surveillante à Nogent, en Haute-Marne, mardi, tuée par un élève de 14 ans. Le principal du collège René Coty, à Val-de-Scie est l'invité de ICI Normandie ce jeudi 12 juin.

Le 12/06/2025

actu.fr

Dans ce lycée de Dieppe, les élèves s'emparent des ondes

Marie LEMAISTRE

5-6 minutes

Des élèves de seconde professionnelle de l'Émulation dieppoise s'apprêtent à animer les ondes d'Emul'son. Ils seront en direct vendredi 10 avril sur la fréquence FM 96.3.

Sur le même thème

[Education](#)

[Radio](#)



Les élèves de seconde professionnelle Tiin, spécialisés dans les techniques d'intervention sur les installations nucléaires, seront en

direct vendredi 10 avril sur la fréquence FM 96.3. ©Les Informations dieppoises / Marie Lemaistre

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 2 avr. 2026 à 16h17

Casque sur la tête, micro allumé, Ylan et Monique animent leur première conférence de presse. La parole est fluide, claire. Discret derrière sa table de mixage, Timéo gère le son tout en gardant un œil sur le direct.

Après six séances d'ateliers, les deux élèves de seconde professionnelle, accompagnés à la technique par leurs camarades, sont déjà prêts pour la diffusion d'Emul'son, l'émission radio du lycée de l'**Émulation dieppoise** à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

Avec leurs camarades de classe, **vendredi 10 avril 2026**, ils tiendront l'antenne sur la fréquence **FM 96.3**, lors d'une journée de radiodiffusion nationale, **de 10 h à 15 h**.

L'éloquence au cœur du projet

« Dans le cadre de nos cours, nous devons mener un travail d'éducation aux médias et à l'éloquence. C'était un double objectif que nous avons pu aborder ensemble. La radio a permis d'écrire, de s'entraîner à parler et de faire des recherches », souligne Laurence Léger, enseignante de français et d'histoire-géographie, qui accompagne le projet avec Aurélie Delettre, professeure documentaliste.

Elles ont été accompagnées par Damien, technicien du son de l'association Zone d'Ondes. « C'est lui qui enregistre les élèves. Pour la fluence et l'éloquence, c'est très important : c'est lui qui signale quand on n'articule pas bien, qui demande de répéter plus fort, de recommencer, de mettre plus d'entrain. C'est une pièce maîtresse », ajoute Laurence Léger.

Vidéos : en ce moment sur Actu

L'association caennaise est financée par la Région à travers le dispositif Normandie Jeunes, qui permet à des structures d'intervenir dans les classes pour animer des ateliers radio ou télé.

« Dans le secteur nucléaire où sont destinés à travailler ces jeunes de l'Émulation dieppoise, nous les formons certes aux interventions, mais la communication est systématiquement mise en avant. On parle constamment de double communication. Ils doivent donc apprendre à s'exprimer, parler clairement, passer un message et la radio s'est révélée particulièrement adaptée », insiste Laurence Léger.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Oser prendre la parole

Une fois les appréhensions surmontées, les apprentis journalistes ont développé, au fil des ateliers, des compétences écrites et orales : réalisation de micros-trottoirs, écriture et conduite d'interviews, et surtout, ils ont appris à prendre confiance en eux. « Pour certains, c'était intimidant d'entendre leur voix ou de passer à la radio », observe Monique.

Au fil de la journée de diffusion du 10 avril, différentes émissions se succéderont, dont une chronique « Ma passion », sur des thèmes choisis par les élèves : rap, dessin, basket... « Nous leur avons laissé le choix pour mieux les impliquer », note Laurence Léger. Des sujets leur ont également été imposés comme des interviews menées au lycée ou à l'extérieur. Au programme aussi, le Mag Actu, intitulé Le

Mag de l'énergie et préenregistré à l'heure du déjeuner sur des enjeux énergétiques d'actualité.

« Pour certaines chroniques, nous avons fait appel à l'IA pour trouver des informations. Ensuite, nous avons retravaillé et retransformé les textes », indique Ylan, qui a planché sur une chronique consacrée à l'actualité du rap et à l'émission de télé réalité Nouvelle École.

À raison d'une séquence par quart d'heure, présentée par les élèves, la plupart en direct, la journée proposera des jeux, dont un blind test, la présentation des filières, un focus sur le lycée et la lecture du *Horla* de Maupassant, en quatre épisodes.

L'accompagnement par Zone d'Ondes, financé aussi par le dispositif Pass Culture, est prévu sur trois ans, avec un retrait progressif de l'association.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

actu.fr

"Permettre à des familles défavorisées de vivre ça" : des collégiens d'Elbeuf ont voyagé en Italie

Emilien Jacques

5-6 minutes

Quelques élèves du collège Nelson-Mandela, à Elbeuf, ont eu la chance de passer plusieurs jours à Conversano, dans le cadre d'un échange scolaire avec une école italienne.

Sur le même thème

[Education](#)

[Italie](#)

[Voyage](#)



Des élèves de 3e du collège Nelson-Mandela, à Elbeuf (Seine-Maritime), se sont rendus en Italie dans le cadre d'un échange scolaire avec l'école Forlani, à Conversano. ©Photo transmise

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 2 avr. 2026 à 21h35

Ils se souviendront longtemps de leur dernière année de **collège**. Avant de passer leur brevet dans quelques semaines et de quitter définitivement l'établissement **Nelson-Mandela**, des élèves de 3e ont eu l'opportunité de se rendre dans la région des Pouilles, en **Italie**.

Ils ont passé quatre jours aux côtés des élèves de l'école Forlani, qui étaient eux-mêmes venus visiter [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) quelques mois auparavant.

« Des étoiles plein les yeux »

Lundi 23 mars 2026, **15 collégiens** accompagnés des professeurs Alexandre Egal, Fanny Lauret et Stéphane Le Foll ont débarqué à Castellana, où ils ont résidé durant quatre jours.

Chaque matin de la semaine, ces élèves inscrits à l'option Langues et cultures de l'antiquité (LCA), qui permet d'étudier le **Grec** et le **Latin**, rendaient visite aux écoliers de Forlani, dans la ville de Conversano. Des **jeunes Italiens** qu'ils connaissaient bien puisqu'ils les avaient rencontrés lors de leur venue à Elbeuf, en novembre dernier.

Les après-midi des Elbeuviens étaient consacrés aux visites. Bari, Conversano, Polignano Amare, Alberobello, les grottes de Castellana... Ces adolescents en ont vu de toutes les couleurs.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Ils ne s'attendaient pas à ce que ce soit aussi beau, rapporte Alexandre Legal, professeur d'espagnol et référent à l'international pour le collège Mandela. Chaque paysage était **merveilleux**, ils en reviennent avec des étoiles plein les yeux. »

Une dimension sociale essentielle

Le bonheur des élèves d'avoir découvert de nouveaux horizons va de pair avec celui des organisateurs d'avoir pu le leur permettre. Car l'objectif, pour Alexandre Egal et David Chevalier, principal de ce collège classé Réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP +), était de faire **voyager** ces adolescents sans engendrer de frais pour leurs familles.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

L'idée était de permettre à des familles défavorisées de vivre ça, de rétablir un semblant d'équité. On a l'impression de servir à quelque chose à ce niveau-là.

Alexandre Egal illustre ces propos avec un exemple révélateur : « Sur les 15 collégiens, il y en avait deux qui n'avaient jamais voyagé de leur vie. »

Pour offrir cette ouverture sur le monde inédite à ces jeunes, il a fallu batailler pour obtenir les financements nécessaires, acquis grâce au dispositif de l'Union européenne **Erasmus +**, avec la contribution de la [Cité éducative d'Elbeuf](#). « Ça fait **trois ans** qu'on travaille à ça. C'est une montagne qu'on a réussi à gravir, estime Alexandre Egal. Mais quand on voit le résultat, on se dit que ça valait le coup de s'investir, ça motive pour la suite. »

Démocratiser le voyage scolaire

Car l'objectif est désormais de **pérenniser** ces actions, de « relancer cette culture des **échanges scolaires** », poursuit le professeur. « On aimerait faire voyager ces élèves de l'option LCA au moins une fois

tous les deux ans », annonce-t-il. Par ailleurs, le choix de prioriser des élèves suivant des matières optionnelles n'est pas fait au hasard, comme l'explique David Chevalier : « Ce sont des élèves qui ont plus de cours que les autres, ça nous semblait logique qu'ils soient prioritaires. Récompenser **le mérite et l'engagement** nous semble tout à fait cohérent. »

Cette démarche va de nouveau se concrétiser très prochainement, cette fois-ci avec 19 jeunes de 4e suivant l'option bilangue espagnol. Ces derniers prendront la route de Las Torres de Cotillas, dans la région de Murcie en **Espagne**, le lundi 18 mai 2026.

Un nouvel échange scolaire qui devrait en amener d'autres, pour finalement faire grandir un collège Nelson-Mandela dans son ensemble. « Créer cette culture du voyage scolaire profite aux élèves, aux enseignants, à l'établissement, c'est au bénéfice de tout le monde », résume David Chevalier.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

actu.fr

« Apprendre aux côtés de grands noms », un objectif de la soirée des chefs dans cet institut de Seine-Maritime

Pauline Defoix

5-6 minutes

De grands noms de la restauration et de l'hôtellerie sont au rendez-vous de la soirée des grands chefs à Mesnières-en-Bray. L'occasion pour les élèves d'enrichir leur savoir.

Sur le même thème

[Cuisine](#)

[Pays de Bray](#)

[Restaurant](#)



Les élèves de l'Institut de Mesnières-en-Bray ont travaillé aux côtés de grands noms de la restauration, comme Laurent Kleczewski, ce mercredi 1er avril 2026. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par [Pauline Defoix](#) Publié le 2 avr. 2026 à 20h19

En cuisine comme en salle à [l'institut Saint-Joseph](#) à [Mesnières-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#), c'était l'ébullition mercredi 1^{er} avril. Élèves et enseignants étaient sur le pont pour préparer l'un des événements les plus importants de l'année : **la soirée des grands chefs**.

La soirée des grands chefs, un moment d'apprentissage

Un moment que les élèves de la **filière hôtellerie-restauration** attendent avec impatience. Et pour cause : lors de cette journée, ils ont le privilège de travailler aux côtés de grands noms de la cuisine, et pas seulement !

« Depuis plusieurs années, nous leur donnons l'opportunité d'apprendre aux côtés de grands noms de l'hôtellerie et de la restauration », livre le chef Pierre Moinet, enseignant au sein de l'établissement et à l'origine de cet événement.

Cette édition n'a pas dérogé à la règle. Les élèves ont pu travailler aux côtés de Guillaume Six, barman événementiel à Deauville et chef d'entreprise ; Laurent Kleczewski, chef et propriétaire de *La Table d'Elka* à Varengeville-sur-Mer ; Suzanne et Olivier Da Silva, du restaurant étoilé *L'Odas* à Rouen ; Christophe Cressent, Meilleur Ouvrier de France à Rouen ; et la chef de l'archevêque de Rouen, Edith Borocco.





Pour Lysian, apprendre avec de grands chefs, une chance. ©Le Réveil de Neufchâtel

Vidéos : en ce moment sur Actu

Une soirée aux nombreux avantages pour les élèves. Le premier : **l'apprentissage**. « C'est un moment de transmission de notre savoir, reconnaît **Laurent Kleczewski**. Mais aussi pour former ceux qui prendront la relève ». Et pour le chef normand, c'est primordial !

C'est d'ailleurs pour cela que, depuis 25 ans, je forme des apprentis et n'hésite pas à prendre des jeunes en stage pour leur donner l'opportunité d'entrer dans le métier.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Parmi ses apprentis, deux sont d'ailleurs formés au sein de l'établissement. Et des élèves de l'institut ont pu y effectuer leur stage, comme Tommy ou encore Lysian.

Tous deux ont vécu « une belle expérience, découvert l'empathie et la bienveillance d'un chef, appris des techniques et découvert une autre vision de la cuisine, où éviter le gaspillage à son importance », confient-ils.

Un événement qui « ouvre des portes »

Le second avantage de cette soirée, « c'est l'opportunité donnée aux élèves de se constituer un réseau », affirme Pierre Moinet.

« Ce sont de grands noms de la restauration auxquels nous leur donnons accès. Des professionnels qui vont confirmer des vocations, réveiller des âmes. Cet événement ouvre des portes aux élèves », livre fièrement l'enseignant.



Le chef de l'Odas, Olivier Da Silva, transmet notamment son savoir au jeune Sofiane depuis plusieurs mois. ©Le Réveil de Neufchâtel

Des propos que ne va pas contredire Sofiane, actuellement en Seconde. À seulement 15 ans, c'est au sein du restaurant étoilé *L'Odas* qu'il a l'opportunité de se former.

« Pour moi, c'est une chance unique, surtout à mon âge.

Et il ne manque pas d'ambition ! Son souhait : « viser haut ».

L'institut de Mesnières-en-Bray, « un réel vivier pour grands noms de la restauration et de l'hôtellerie » au fil des années. « Et pour nous, c'est aussi une vraie vitrine de l'enseignement qui est dispensé », assure Thierry Lecroq, responsable du cursus.

La soirée des grands chefs, un exercice pas uniquement pédagogique, « mais donnant aussi des clés pour la suite de leur carrière », indiquent les responsables et enseignants de la filière.

Et si l'hôtellerie et la restauration sont des univers réputés être durs, l'ensemble des professionnels avait un objectif lors de cette soirée : leur montrer qu'ils peuvent être, eux aussi, « les talents de demain ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

actu.fr

Nouvelle coupe budgétaire à l'Université de Rouen : une structure vieille de 50 ans va disparaître

Adrien Filoche

4–5 minutes

L'Université de Rouen a annoncé la fermeture du centre de loisirs du campus de Mont-Saint-Aignan pour la rentrée 2026. Les syndicats s'y opposent.

Sur le même thème

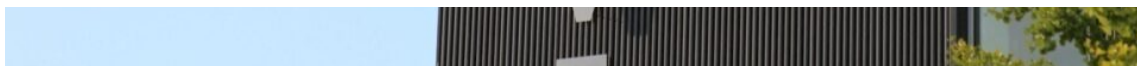
[Budget](#)

[Education](#)

[Université de Rouen](#)

Article réservé aux abonnés





L'Université de Rouen a annoncé la fermeture du centre de loisirs du campus de Mont-Saint-Aignan pour la rentrée 2026. Les syndicats s'y opposent. (©Archives/RT/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 3 avr. 2026 à 8h14

On le savait déjà, les finances de [l'Université de Rouen](#) ne sont pas au beau fixe. Après l'annonce de la fin pour la rentrée prochaine du [Master « M2E Éducation musicale »](#), la réduction du nombre d'étudiants, la suppression de postes ou encore la mise en pause de projets, c'est **une nouvelle coupe budgétaire** entreprise par l'Université de Rouen avec **la suppression du centre de loisirs** du campus de Mont-Saint-Aignan à partir du 1er septembre 2026. « Les syndicats sont révoltés contre cette fermeture », alerte Pierre-Emmanuel Berche, porte-parole syndical SNESUP-FSU. Une [pétition en ligne a été lancée](#) à son initiative.

« Une structure qui existe depuis 50 ans »

Le centre de loisirs du campus de Mont-Saint-Aignan est intégré au sein du **Sacso**, le service d'action culturelle et sociale. Il offre pour les personnels de l'université, mais aussi les étudiants et les doctorants dans des cas plus rares, un service de **garderie** les mercredis après-midi et de **centre aéré** pendant les vacances scolaires.

La suppression annoncée du centre de loisirs, service historique et essentiel pour les familles, constituerait un premier pas inquiétant vers la disparition du Sacso lui-même.

« C'est un service important, une structure qui existe depuis 50 ans et qui va disparaître », poursuit l'enseignant. Et de préciser : « Cela concerne une soixantaine de familles. Cela veut dire qu'il faudra trouver des autres structures pour les absorber, et c'est loin d'être simple ».

L'Université de Rouen en proie à des difficultés budgétaires

Le 19 mars dernier, le conseil du Sacso a adopté une motion exprimant son opposition au projet de fermeture du centre de loisirs. « Le centre de loisirs était subventionné en partie par l'Université de Rouen et aussi par d'autres structures. On sait qu'il y a un problème budgétaire. Mais là, on rentre vraiment dans le dur », souligne Pierre-Emmanuel Berche.

Dans ce contexte de tension budgétaire, le ministre de l'Enseignement supérieur avait pourtant promis l'arrivée de « **plusieurs millions d'euros** » pour la fac lors d'une visite sur le campus de Mont-Saint-Aignan en février dernier.

Aujourd'hui, l'argument économique servant à justifier la fermeture du centre de loisirs ne convient pas aux syndicats qui se disent « révoltés » et « mobilisés » contre cette fermeture. Un rassemblement est prévu ce vendredi 3 avril 2026 sur le campus, devant la présidence de l'Université, à partir de 13h30.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Contactée par 76actu, la présidence de l'Université de Rouen n'a pour le moment pas répondu à nos sollicitations.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

actu.fr

À Dieppe, la mobilisation se poursuit contre la fermeture d'une classe à l'école Richard-Simon

Maria da Silva

3-4 minutes

Ce vendredi 3 avril 2026, un nouveau rassemblement a eu lieu à l'école Richard-Simon de Dieppe (Seine-Maritime) contre la fermeture d'une classe.

Sur le même thème

[Ecoles](#)

[Grève](#)

[Manifestations](#)



Ce vendredi 3 avril 2026 à l'école Richard-Simon de Dieppe (Seine-Maritime), les enfants sont venus avec les pancartes de protestation qu'ils ont eux-mêmes créées ©Les Informations dieppoises

Par [Maria da Silva](#) Publié le 3 avr. 2026 à 9h13

La mobilisation ne faiblit pas. Depuis le vendredi 27 mars 2026, les parents d'élèves de [l'école Richard-Simon](#) ont entamé un bras de fer avec l'Éducation nationale. Cet établissement situé en plein cœur de la [ville de Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) devrait en effet perdre une classe à la rentrée de septembre 2026.

18 enfants de moins à la rentrée

Selon les prévisions en effet, cette école qui accueille aujourd'hui **128 enfants du CP au CM 2** devrait voir ses effectifs diminuer de 18 enfants, d'où la volonté de réduire la voilure avec une classe de moins.

Pas question pour les parents d'élèves qui, depuis une semaine, multiplient les actions de protestation. Une première manifestation symbolique a eu lieu le vendredi 27 mars. Mardi 31, jour de grève nationale, l'équipe enseignante n'a pas assuré les cours.

Jeudi 2 avril, ce sont les élèves qui étaient pour une large partie absents à l'occasion d'une opération école morte. « **70 % des enfants** n'ont pas été à l'école » assurent Emmanuelle et Marion, représentantes des parents d'élèves.

Une équipe pédagogique investie

Ce même jour, les parents élus ont été reçus par l'inspectrice. « Elle a entendu nos arguments qu'elle va relayer » soulignent les deux mamans. Et parmi ces arguments, figure la qualité de l'enseignement.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« C'est une école qui fonctionne bien avec une équipe pédagogique très investie. Il y a de nombreux projets menés avec les enfants comme les classes découverte, des sorties au théâtre et au cinéma et la participation au **concours festi-robot** » explique Emmanuelle.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Prendre le temps de la décision

Sans compter le nombre d'élèves par classe : il est aujourd'hui en moyenne de 22. « C'est un vrai confort pour les enfants et les enseignants » soulignent les représentantes des parents d'élèves.

Elles précisent aussi que l'école Richard-Simon se trouvant en centre-ville, « il est courant que des inscriptions aient lieu en cours d'année, et c'est qui devrait arriver aussi à l'année prochaine ».

Les parents d'élèves demandent donc à l'Éducation nationale de prendre le temps avant de décider de fermer une classe.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[leparisien.fr](https://www.leparisien.fr)

Classement des meilleurs lycées 2026 : les meilleurs établissements de Seine-Maritime sont...

Laurent Derouet

3-4 minutes

Après avoir souvent accroché le podium [du classement](#) départemental des lycées de Seine-Maritime établi par « Le Parisien »- « Aujourd'hui en France », le lycée public Pierre-Corneille de Rouen est cette année sur la première marche avec une note de 14,34 devant deux établissements privés, le rouennais Providence Sainte-Thérèse (14,18) et le lycée Saint-Joseph du Havre (14,16).

Il faut dire qu'à Rouen, le lycée Corneille est une institution à la longue histoire, qui a vu le philosophe Alain ou encore Simone de Beauvoir y enseigner. L'établissement, où travaillent 163 professeurs, compte au total 1 677 élèves, dont plus de 700 en classes préparatoires pour les grandes écoles. Il accueille également 60 élèves en BTS audiovisuel, le seul de Normandie.

Son proviseur, Patrice Delamare, ne cache pas sa satisfaction par rapport à cette première place, dans un contexte particulier puisque depuis plusieurs années il doit jongler avec d'importants travaux de restauration au cœur d'un ensemble de bâtiments classés aux monuments historiques dont la dernière phase doit s'achever d'ici la fin 2027.

À Pierre-Corneille, l'obsession de la bonne voie pour

chacun

« Cela valide une évolution existant depuis plusieurs années pour individualiser l'accompagnement de chacun, dès l'entrée en seconde. Le projet d'établissement se construit autour de cet objectif central : permettre à chaque élève d'atteindre son plein potentiel et de préparer sereinement son entrée dans l'enseignement supérieur. »

Son obsession : qu'aucun n'élève ne se trompe de voie, ni ne réalise trop tard qu'il avait le potentiel de faire mieux. « Le pire, c'est qu'il puisse se dire à sa sortie : *Si j'avais su...* », assure le chef d'établissement qui mise sur une organisation centrée autour de chaque élève et de sa famille.

« Selon les diagnostics établis, des dispositifs d'accompagnement peuvent être proposés : aide aux devoirs, tutorat, études encadrées ou encore entretiens de suivi individualisé. Ces actions, construites en lien étroit avec les familles, visent à mettre chaque élève en activité, dans une dynamique de répétition et de progression », détaille-t-il.

En outre, comme il l'explique, « Nous mettons à profit la marge d'autonomie dont nous disposons pour renforcer les fondamentaux. Ainsi, les horaires de français et de mathématiques sont majorés dès l'entrée en seconde ». En fin de compte, arrivés en terminale, seule une poignée d'élèves échouent à l'examen du bac, et le taux de mention dépasse les 86 %.

Mais le risque dans un tel environnement, explique selon Patrice Delamare, c'est l'apparition d'une compétition exacerbée dès l'entrée à Pierre-Corneille. C'est pourquoi, selon lui, « au-delà des apprentissages scolaires, le travail en groupe est encouragé pour favoriser l'entraide et accélérer la progression collective. Car notre ambition est bien de faire vivre au quotidien les valeurs de fraternité et de solidarité ».

[lepoulpe.info](https://www.lepoulpe.info)

À l'université de Rouen, un rapport dénonce racisme, culture de l'impunité et graves dérives internes sur le campus Pasteur

Le Poulpe

6–8 minutes

Comportements racistes répétés, défaillances institutionnelles et culture du silence. Après la tentative de suicide d'un étudiant en mars 2025, Le Poulpe a pu consulter un rapport accablant pour l'université de Rouen et l'institut d'administration des entreprises. Il y est question, entre autres, du cas de Pierre-Antoine Sprimont, professeur suspendu fin 2024 pour des propos racistes, tout récemment réélu conseiller municipal d'opposition (RN-UDR) à Rouen.

Le 12 mars 2025, un étudiant de l'université de Rouen tentait de mettre fin à ses jours en se jetant de l'une des passerelles surplombant le hall central du campus Pasteur. L'affaire suscite alors beaucoup d'émoi au sein de la communauté universitaire locale.

[Dans un article de Mediapart paru en février](#), l'étudiant confie avoir été la cible de brimades racistes de la part d'un de ses professeurs, Pierre-Antoine Sprimont, également tout neuf conseiller municipal issu d'une liste d'extrême droite candidate à la mairie de Rouen. L'enseignant avait été suspendu de tous ses cours à la suite de la tentative de suicide.

Les déclarations de l'étudiant se disant victime sont renforcées par les

témoignages de plusieurs autres anciens étudiants recueillis dans le même article et qui dénoncent des propos racistes récurrents tenus par cet enseignant.

Suite à plusieurs alertes internes antérieures à la tentative de suicide, Pierre-Antoine Sprimont avait été partiellement suspendu de ses charges d'enseignement le 19 décembre 2024 pour une période de 18 mois sans privation de traitement. Interrogé par *Mediapart*, l'enseignant avait alors balayé les accusations de racisme le visant.

Initiée à la suite de la tentative de suicide évoquée supra, l'enquête menée par la F3SCT de l'université de Rouen, un organe interne chargé d'aborder les questions de santé et de sécurité au travail dans la sphère publique, vient de rendre ses conclusions ce jeudi obtenues sur la base de 32 témoignages. Elles apparaissent plutôt embarrassantes pour l'institution universitaire rouennaise.

"Des collègues de droit se débrouillent pour que les étudiants noirs ne fassent pas leur mémoire avec un autre enseignant de droit, parce que sinon ils ne valident pas"

Dans ce rapport que *Le Poulpe* a pu consulter en exclusivité, la commission note de nombreux dysfonctionnements internes, allant du manque de soutien psychologique et de formation des personnels, au repérage de signaux de détresse en passant par l'absence de canaux clairement définis permettant le signalement de comportements inappropriés et le manque chronique de personnels administratifs.

Au-delà de ces problèmes structurels, le document pointe aussi une « *culture de l'impunité* » présente chez certains enseignants.

Si la totalité de l'UFR Droit, Économie et Science politique est visée,

c'est l'IAE, l'Institut d'administration des entreprises regroupant 550 étudiants et dont fait partie Pierre-Antoine Sprimont, qui est particulièrement mise en cause. « *L'IAE a un fonctionnement tout à fait autonome, avec son propre CA, qui semble échapper pour certains à l'intervention d'instances supérieures en cas de problèmes* », peut-on lire dans le rapport.

Si aucun nom ne permet d'identifier les personnes incriminées, certains témoignages font état d'un climat raciste et sexiste au sein du campus : « *Il a été témoigné par des étudiant.es aussi bien que par des E.C que des enseignants-chercheurs "humilient les étudiants parce que ce sont des femmes ou des étrangers"* » est-il notamment écrit.

Plus loin, un témoignage anonyme déclare : « *Des collègues de droit se débrouillent pour que les étudiants noirs ne fassent pas leur mémoire avec un autre enseignant de droit, parce que sinon ils ne valident pas* », ou encore : « *En 2022-2023, une enseignante d'anglais se moquait de l'accent des étudiant.es d'Afrique de l'Ouest, on a décidé alors de ne plus travailler avec elle* ».

Des plaintes plus anciennes encore

Plus grave, des signalements pour racisme visant Pierre-Antoine Sprimont ainsi que d'autres collègues auraient été faits dès 2021, n'entraînant apparemment aucune réaction de l'administration.

Ces problèmes remonteraient en réalité à encore plus loin comme l'indique le rapport : « *Deux anciens élèves de l'IAE ont témoigné, révélant qu'ils avaient eux-mêmes subi du harcèlement et assisté à des situations humiliantes impliquant d'autres étudiants et un professeur. Ces témoignages évoquent des situations datant de 2013-2014, mettent en lumière des problématiques persistantes au sein de l'IAE* ».

C'est en fait une situation d'omerta et de toute-puissance de certains enseignants qui se trouve ciblée par l'enquête. Une situation qui durerait depuis plus d'une décennie.

« Certains collègues se sentent d'une supériorité telle qu'ils méprisent les étudiants, aucune directive ou aucun encadrement ne vient tempérer l'attitude d'enseignants (...) qui cultivent le dénigrement », relate un témoignage. D'après le document, un étudiant de l'IAE avait déjà mis fin à ses jours en 2024. À la suite de ce drame, le rapport indique que la présidence de l'université n'aurait pas diligenté d'enquête et aurait explicitement demandé aux personnels de ne pas communiquer sur le sujet.

La justice n'a de son côté pas attendu les conclusions de la F3SCT pour se saisir de l'affaire. Selon le parquet de Rouen, cité par Mediapart une enquête pénale est en cours pour *« harcèlement moral d'une personne suivie d'une incapacité supérieure à huit jours »*. Le récent rapport pourrait venir nourrir les investigations menées sur le terrain pénal.

Sur le terrain politique, l'ensemble de ce dossier, ô combien sensible, n'a pas empêché Pierre-Antoine Sprimont de se représenter aux élections municipales de 2026, [en troisième position sur la liste d'union RN/UDR/RPR, menée par le candidat Rassemblement National Grégoire Houdan](#) dont [les liens avec la mouvance identitaire ont été documentés par Le Poulpe](#). Réélu conseiller municipal, l'enseignant controversé a retrouvé son fauteuil le 27 mars à l'occasion du premier conseil de la nouvelle mandature.

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Seine-Maritime. Des grands noms annoncés pour le festival Terres de Paroles

Ghislain Annetta

3-4 minutes

Du 23 au 30 mai 2026, le festival Terres de Paroles invite les publics à se réunir autour des mots de Marguerite Yourcenar : "l'aventure humaine", extraits des *Mémoires d'Hadrien*. La programmation se déploie sur l'ensemble du département de la Seine-Maritime avec des rencontres, ateliers, lectures, concerts, lectures musicales, performances, spectacles, etc. Plus de 40 événements sont annoncés, dont la moitié seront gratuits. Pour les autres, les tarifs varient de 5€ à 15€. 23 rencontres sont à l'affiche, dont 15 en librairies indépendantes.

Village littéraire

En raison des travaux à l'abbaye de Jumièges, le village littéraire s'installe le week-end du 23 au 24 mai dans les jardins de l'abbaye de Saint-Georges.

Ces deux jours de festivités se tiendront en compagnie de grands noms de la littérature comme Daniel Pennac, Jean-Marie Laclavetine, la Cauchoise Agnès Desarthe, Edouard Louis, Hervé Le Tellier. L'actrice Sandrine Bonnaire et le musicien Erik Truffaz. Le comédien Philippe Torreton est attendu tout comme Marie Richeux et Adeline

Dieudonné. Une rencontre exceptionnelle sera montée avec Douglas Kennedy. Lundi 25 mai, pour Pentecôte, à Veules-les-Roses, une lecture à deux voix sera présentée par l'autrice Gabrielle Schaff, et l'acteur Olivier Saladin.



Agnès DESARTHE ©Céline NIESZAWER/Leextra/Éditions de L'Olivier

PHOTO LIBRE DE DROITS POUR LA PROMOTION DE L'OEUVRE DE L'AUTEUR EN PRESSE ECRITE ET NUMERIQUE + ENCARTS PUBLICITAIRES (DANS LA PRESSE UNIQUEMENT) + BOOKLET.

TERRITOIRE : FRANCE + PAYS FRANCOPHONES (EUROPE EXCLUSIVEMENT)

DUREE DE 2 ANS, DE 04/2025 A 04/2027 - SANS EXCLUSIVITÉ

Pour toute autre utilisation contacter l'agence Leextra

Leextra, 18 rue des Quatre-Fils, 75003 Paris tél. +33 (0) 1 40 29 93 33

LEE^XTRA

La Cauchoise Agnès Desarthe est également attendue - ©Celine NIESZAWER/Leextra

Rencontres gratuites

Le Festival Terres de Paroles, c'est une série de 15 rencontres gratuites, en librairies. Y sont attendus : Marceline Putnaï, Arnaud

Nebbache, François Begaudeau, Christopher Laquieze, Guillaume Viry, Denis Michelis, Richard Gaitet, Glen James Brown, Eric Chevillard, Tiphaine Le Gall, Séverine Chevalier, Carole Zalberg, Mélanie Leblanc, Catherine Gucher... Vendredi 29 mai, le Poétobus La Factorie recevra la poétesse Cécile Coulon.



Philippe Torreton fait partie de ce plateau remarquable - Archives

Musique et littérature à Dieppe

La 15^e édition du festival se terminera à Dieppe. Cette clôture sera musicale, littéraire, en fanfare et riche en rencontres. Les festivités commencent avec poésie et un brin d'humour par une lecture de *Veules-les-Roses*, de et par Gabrielle Schaff et Laurent Poitrenaux au Château Musée.

Le conservatoire Camille Saint-Saëns abritera le guitariste virtuose Thibault Cauvin, seul musicien au monde à avoir remporté 36 prix

internationaux. Il donnera un concert baptisé *Alter Ego Tour*, adapté de son roman éponyme publié en 2025. Seul sur scène, Jacques Gamblin livre sur le plateau de Dieppe Scène Nationale (DSN), une lecture de *Cher Cheval*, la lettre qu'il adresse au Facteur Cheval, bâtisseur du Palais Idéal que l'acteur a incarné à l'écran.

Ouverture de la billetterie jeudi 23 avril à 13 heures par téléphone au 02 32 10 87 07 ou sur le site terresdeparoles.com

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Le phoque du port, devenu mascotte du Havre, a enfin un nom et il va vous faire sourire

Marie-Ange MARAINE

4-5 minutes

Les lecteurs du Havre Paris Normandie ont rivalisé d'idées pour baptiser le phoque gris installé au petit port du Havre. Entre clins d'œil, humour et références locales, un nom s'est imposé. Découvrez lequel a été choisi par les Havrais pour la mascotte des quais.



Par [Marie-Ange MARAINE](#)

Publié: 3 Avril 2026 à 06h53 Temps de lecture: 2 min

Au Havre, il suffit toujours de quelques minutes au bord du quai pour voir surgir son museau à la surface. Installé au « petit port », face au marché aux poissons, [le phoque gris](#) continue d'attirer les curieux et de s'imposer comme une mascotte. Ces dernières semaines, les lecteurs du Havre Paris Normandie ont été invités à lui trouver un nom. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont pas manqué d'imagination.

Bibi Phoque, Auguste ou Ouate

Parmi les propositions, certaines jouaient la carte de la nostalgie, comme Bibi, le phoque du dessin animé des années 80, ou Alf, clin

d'œil à la célèbre série. D'autres faisaient référence à l'histoire locale comme Édouard, en écho au maire, François, comme François Ier, fondateur de la ville, Auguste, en hommage à Perret, Viking, Ragnar, ou encore Vauban, comme les docks voisins. Sans oublier Havrou, Marcel, et toute une série de jeux de mots, à l'image de Louphoque ou Jean-Loup (phoque), Ouate (the phoque) ou, plus direct, You.

Le nom, choisi par les pêcheurs, plébiscité

Quelques lecteurs du Havre Paris Normandie ont aussi rappelé que les pêcheurs avaient déjà leur petite idée, eux qui croisent régulièrement l'animal venu faire le show autour de leurs bateaux. Une chose reste sûre, le succès est toujours au rendez-vous sur les quais, où l'on vient observer, à bonne distance, ce visiteur pas tout à fait comme les autres. Car [le Chene](#) et ses spécialistes des mammifères marins le rappellent : le phoque reste un animal sauvage, qu'il ne faut ni approcher ni nourrir.

Alors ce serait pousser le bouchon un peu trop loin de comparer notre phoque gris à un gros poisson rouge accro à la [mousse au chocolat](#) (Cf la publicité Nestlé de 2001)... mais c'est Maurice qui a été choisi par les pêcheurs et les habitants ! Un nom qui, il faut l'avouer, lui va tout de même comme un gant. Là encore, les quadras auront la référence. Alors petit message aux Havrais : rendre visite à Maurice, c'est bien, mais [sans l'embêter surtout](#). Il ne faudrait pas dépasser les bornes des limites !

Lire aussi

[Liquidation de Ziegler France au Havre, journée de l'autisme... le point actu à 20 h](#)

[Liquidation de Ziegler France. Au Havre, « nous étions pourtant une agence rentable »](#)

[Dans la fureur des vagues havraises](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

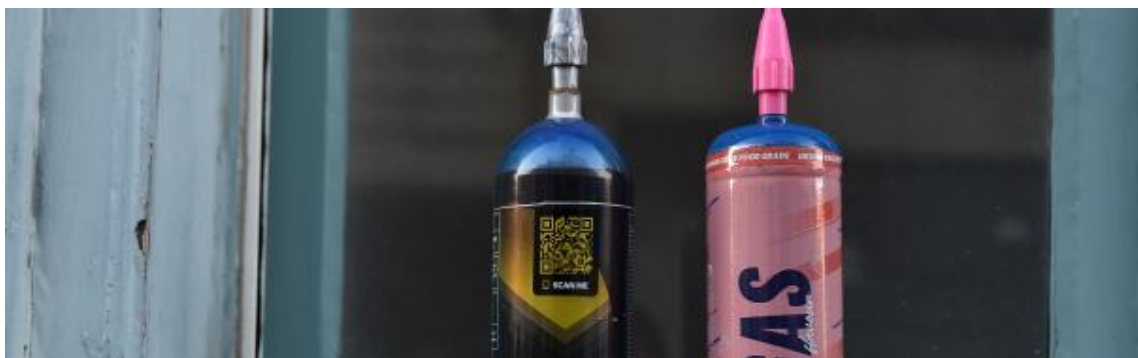
Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Video

[Le phoque du port, devenu mascotte du Havre, a enfin un nom et il va vous faire sourire](#)





Video

[« Ils se retrouvent à uriner avec une sonde » : un neurologue du Havre met en garde contre le gaz hilarant](#)



[Liquidation de Ziegler France au Havre, journée de l'autisme... le point actu à 20 h](#)





[Liquidation de Ziegler France. Au Havre, « nous étions pourtant une agence rentable »](#)



[Dans la fureur des vagues havraises](#)



[Festival de l'image 2026 au Havre : nos cinq coups de cœur pour bien profiter des Révélation](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous